

***l'Anti*capitaliste**

n°525 | 4 juin 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

DE MINNEAPOLIS À PARIS



CONTRE LE RACISME CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

Dossier

**AUTOMOBILE: DÉFENDRE
L'EMPLOI ET CHANGER LES
MODES DE DÉPLACEMENT**

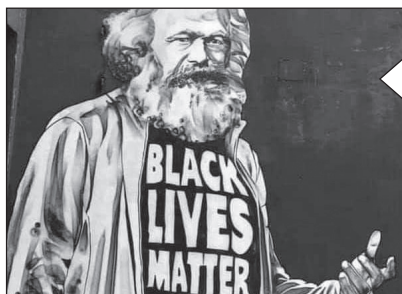
Pages 6 et 7

ÉDITO

Fraude au chômage partiel:
ces milliards dont on ne parle pas
Page 2

PREMIER PLAN

Antiracisme. De Minneapolis à Paris:
c'est maintenant que ça se joue!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis: le meurtre raciste de
George Floyd entraîne une rébellion
nationale Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Charlotte Puiseux,
docteure en psychologie clinique et
militante handi-féministe Page 10



Par JULIEN SALINGUE

Fraude au chômage partiel: ces milliards dont on ne parle pas

Six milliards d'euros. C'est, selon de premières estimations, le montant – minimum – auquel s'établiraient les fraudes au chômage partiel. Des fraudes qui, on l'aura compris au vu du silence assourdissant du gouvernement, et malgré les commentaires de certains mal-intentionnés qui ont voulu « charger » les salariéEs, sont à mettre au « crédit » d'entreprises qui ont jugé opportun de faire appel aux aides de l'État tout en faisant travailler leurs salariéEs. D'après le ministère du Travail, ce sont pas moins de 8,6 millions de salariéEs qui ont été au chômage technique au mois d'avril, en moyenne 2,8 semaines dans le mois. Les chiffres sont énormes, à l'image de l'ampleur de la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, et certains n'ont pas manqué d'y voir une occasion de se gaver d'argent public.

Selon une enquête réalisée par l'UGICT-CGT auprès de 34 000 salariéEs, ce sont pas moins d'un quart d'entre elles et eux qui auraient travaillé tout étant déclarés comme chômeurEs par leurs employeurs: pour ces derniers, c'est le beurre et l'argent du beurre, puisque 84 % du salaire net était payé par l'État tandis que la plus-value créée par le travail – illégal – continuait de tomber dans les caisses de l'entreprise!

Ce sont ainsi des milliards d'euros qui ont été détournés par ces patrons peu scrupuleux, sans qu'aucun contrôle ne soit réellement effectué et sans qu'aucune sanction ne soit prise. On a connu les autorités plus pointilleuses sur l'argent public et sur les mécanismes de contrôle des bénéficiaires d'aides diverses. Les chômeurEs, entre autres, peuvent en témoigner...

L'affaire commençant à être un peu médiatisée, Bruno Le Maire a finalement été contraint de s'exprimer le 31 mai, tout en empathie pour les entreprises: « *On attend des entreprises qu'elles respectent évidemment les règles, et les abus qui restent à mon sens des abus marginaux, ils devront être sanctionnés* ». Tremblez, patrons! On pourrait feindre de s'étonner que ces détournements massifs ne soient pas l'objet d'un véritable scandale, dont s'empareraient responsables politiques et grands médias. Mais il n'y a malheureusement rien d'étonnant à cela, tant le pouvoir et ses relais médiatiques nous ont donné l'habitude d'être, selon l'expression consacrée, « faibles avec les forts et forts avec les faibles ». Un scandale qui vient s'ajouter aux autres, et qui confirme, s'il en était besoin, qu'il est plus que temps d'en finir avec Macron et son monde de patrons-voyous.

À la Une

Pour éviter le retour à l'anormal, Union, action, mobilisations!

Tout doit changer pour que rien ne change? « Jours d'après » ou « jours heureux », ces dernières semaines, Macron, Philippe et leurs amis ont eu plein la bouche des mots qui résonneraient à la mesure de la crise sanitaire et sociale que nous traversons. Pourtant, alors que la « phase 2 du déconfinement » est lancée, avec un sentiment d'autosatisfaction bien déplacé de la part du pouvoir, le monde qu'ils nous préparent risque d'être bien sombre si on les laisse faire.

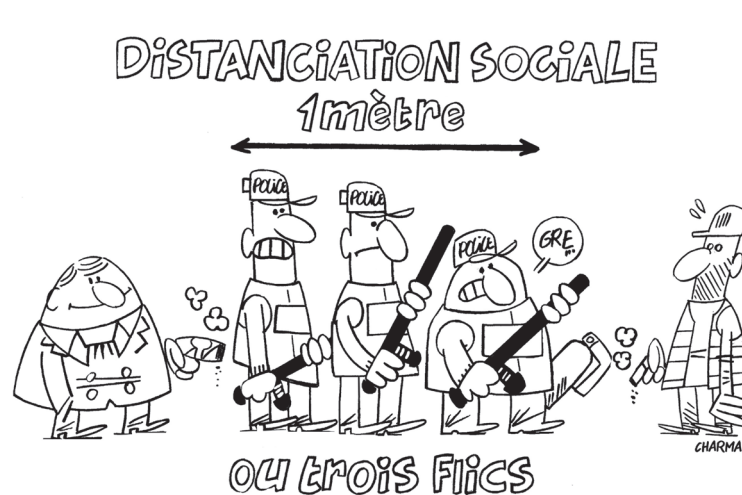
Alors que les médias sont en boucle sur la réouverture des bars et restaurants, cette vie qui reprendrait, d'autres images, d'autres paroles, arrivent jusqu'à nous, annonciatrices du plan de bataille des capitalistes pour ces prochains mois.

La guerre sociale est déclarée

Ce mardi 2 juin, bien loin de l'ambiance ensoleillée des terrasses, Le Maire a préparé une nouvelle fois les esprits: « *Le choc économique est extrêmement brutal [...]. Le plus dur est devant nous* », annonçant une chute historique du PIB de 11 %. La récession pour justifier les attaques les plus dures contre le monde du travail.

Certains n'ont pas attendu, assurés à juste titre d'être défendus par ce gouvernement « quoi qu'il en coûte »... Ainsi, quelques jours après avoir reçu cinq milliards d'euros de prêt par l'État, Renault annonçait la fermeture de quatre sites de fabrication en France, soit la destruction de près de 4 000 emplois « Renault » auxquels on peut ajouter les milliers d'intérimaires, prestataires et emplois indirects. Et ce même Le Maire d'annoncer dans la foulée que l'État ne s'y opposait pas! La semaine dernière, Renault précisait ses projets: suppression de 4 600 postes en France et, au total, de 15 000 dans le monde (8 % de son effectif).

Alors que Pôle emploi a enregistré en avril 850 000 chômeurEs supplémentaires, la pression des patrons sur les salariéEs n'a jamais été aussi forte. C'est ce chantage aux licenciements que fait une entreprise comme Ryanair, en proposant à son personnel de choisir



entre une baisse de salaire pendant cinq ans – 20 % pour les plus hauts salaires et 10 % pour les hôtesses et stewards – ou un plan social qui toucherait un quart des effectifs...

« On répond quoi? Résistances! »

Lundi 25 mai, la Fonderie de Bretagne (à Caudan dans le Morbihan), un des sites menacés de fermeture, était en grève avec occupation, bloquant ainsi toute la production. Une grève qui a imposé un premier recul de la direction de Renault, celle-ci retirant sa décision de fermeture immédiate. Cependant, la vigilance reste de mise, Senard, le président de Renault, annonçant dimanche dernier que « *la Fonderie de Bretagne n'a pas vocation à rester dans le groupe Renault* »... C'est ce même Senard – dont on voit ce que vaut la parole – qui a aussi annoncé qu'il n'avait « aucune intention » de fermer le site de Maubeuge (dans le Nord), lui aussi menacé. Peut-être s'agit-il là, malgré tout, des

premiers effets de la manifestation réussie samedi matin qui a réuni plusieurs milliers de personnes, salariéEs de Renault et soutiens, au lendemain d'une première journée de grève dans l'usine.

Les mobilisations se déconfinent et le climat commence à se réchauffer. Du côté des hôpitaux, les grandes manœuvres du pouvoir, son « Ségur de la santé », sont à la peine pour désamorcer la colère. Depuis le lundi 11 mai, les rassemblements de soignantEs, accompagnés de celles et ceux qui les soutiennent, se multiplient dans la perspective d'une grande journée de mobilisation pour la santé mardi 16 juin. Est ouverte la possibilité d'une lutte sociale pour un véritable bouclier sanitaire, pour la défense des services utiles à la collectivité – que ce soit dans la santé, l'éducation ou les transports – et pour une autre répartition des richesses – à commencer par une augmentation générale des salaires de 300 euros pour les « premières lignes ».

TouTEs ensemble, soufflons sur les braises!

Fin mars, les ordonnances issues de la loi d'urgence sanitaire avaient déjà tracé la voie: allongement de la durée du travail, suppression de journées de RTT et de congés, dérèglementation d'un code du travail déjà bien entamé... Les positions assumées aujourd'hui par Macron, Philippe ou Le Maire n'étonneront donc personne: distribution de centaines de milliards sous forme de prêts, de prise en charge du chômage partiel ou d'annulation de cotisations sociales pour les uns, baisse des salaires, licenciements et suppressions d'emplois pour les autres... Leur « monde d'après » est déjà là et il est pire qu'avant: il faut dire que le virus du profit n'a, lui, jamais reculé! Même balbutiante, la contestation commence à se réinviter partout: dans les hôpitaux et dans l'ensemble du secteur de la santé, dans les entreprises en butte aux licenciements, suppressions de postes ou fermetures, ou encore dans les luttes antiracistes (avec samedi dernier la réussite de la journée pour la régularisation des sans-papiers qui va connaître une suite le samedi 20 juin). Sur nos lieux de travail et dans les quartiers, l'heure est donc à la mobilisation – car ceux d'en face ne nous laissent aucun répit – et pour cela, nous avons besoin, à l'échelon local comme national, de l'unité de notre camp social, de l'ensemble de ses organisations (syndicats, associations et forces politiques) et de ses collectifs, pour nourrir les colères, pour reprendre l'offensive. Cela reste le meilleur moyen pour préparer dès aujourd'hui notre monde d'après. Il ne doit pas y avoir de retour à l'anormal.

Manu Bichindaritz

ANTIRACISME

De Minneapolis à Paris: c'est maintenant que ça se joue!

Il est bien sûr trop tôt pour dire que ce samedi 30 mai aura été un tournant. Mais les ingrédients sont là. Le matin, des milliers ont défilé dans les rues de Maubeuge dans le Nord contre les annonces de suppressions d'emplois à Renault et la menace de fermeture de leur usine. Et l'après-midi à Paris, des milliers de sans-papiers ont imposé leur droit de manifester pour leur régularisation.

À Paris, la manifestation avait été interdite sous le prétexte de la crise sanitaire. Mais, sous l'impulsion des collectifs de sans-papiers, la Marche des Solidarités avait maintenu l'appel et décidé de braver l'interdiction.

Dispositif policier débordé

Le pouvoir avait prévenu que les moyens seraient pris pour empêcher la manifestation.

Et les moyens ont été utilisés sans ménagement: arrestation des premierEs arrivés sur les deux places de l'ouest parisien (Madeleine et Opéra)

bouclées par le dispositif policier, charges et matraquages sur les groupes tentant malgré tout de rallier la place, utilisation massive de gaz lacrymogène. Mais le dispositif n'a pu tenir car il a été débordé.

Il a été débordé d'abord par le nombre, car des groupes et des cortèges sont arrivés de partout à Madeleine comme à Opéra, multipliant les fronts, prenant ici et là à revers les cordons de police occupés à tenter de repousser les manifestantEs. De plus, parti de Montreuil, à l'autre extrémité de Paris, et ne pouvant prendre le métro, un cortège de 1 000 sans-papiers et soutiens, ont décidé de

traverser toute la ville pour rejoindre le lieu appelé pour la manifestation. Une partie du dispositif policier a dû partir en urgence pour les bloquer. Et face à la détermination des manifestantEs ces effectifs policiers n'ont jamais pu décrocher pour retourner bloquer Opéra ou Madeleine.

Il a été débordé ensuite par la détermination des sans-papiers. Car plutôt que de partir à la première ou la seconde charge de la police, les cortèges se reformaient pour repartir à l'assaut et tenter d'accéder à la place de rassemblement. Jusqu'à ce que le dispositif policier soit contraint de refluer.

Ce sont alors des milliers de sans-papiers et de soutiens qui ont conflué. Après la place de l'Opéra libérée ce fut le tour de Madeleine et un immense cortège s'est constitué, rejoint par des personnes apprenant par les réseaux sociaux que la manifestation se tenait comme promis et qu'une véritable vague humaine s'était formée pour traverser Paris.

À Paris... et ailleurs

La manifestation avait été interdite, elle s'est tenue. Et les migrantEs, symboles de tous les obstacles mis au droit de circuler, en première ligne face à

BIEN DIT

Il est essentiel de pouvoir filmer la police lors de ses interventions et il est essentiel que les citoyens, journalistes et associations qui le souhaitent puissent diffuser publiquement les images des abus ou violences constatés afin d'informer, de protéger et de prouver.

TRIBUNE COLLECTIVE, liberation.fr, 30 mai 2020, en réaction à une proposition de loi d'Éric Ciotti visant à interdire la diffusion des images de policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

Un monde à changer

UN NOUVEAU MONDE «BUSINESS FRIENDLY». D'après «un baromètre de l'attractivité» récemment publié par une société spécialisée dans le conseil aux grandes entreprises, la France était devenue en 2019 la première destination en Europe pour les investissements étrangers devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il y aurait eu l'an passé 1197 projets d'implantation étrangère. On aurait pu croire qu'un tel résultat allait susciter des discours de satisfaction du côté des auteurs de cette étude qui se situent clairement du côté des patrons. En fait, pas du tout ! Le danger rôde. Non pas le virus ou la crise de l'hôpital, mais le risque d'une augmentation des impôts : « *Certains États pourraient être tentés de répondre à cette crise en augmentant les prélèvements sur les entreprises, à mener une politique moins "business friendly". Et c'est cela qu'il va falloir éviter dans les prochaines années* ». On aura compris que ce que craignent ces gens-là, ce n'est pas une hausse de la CSG ou de la TVA mais une hausse des impôts sur les grandes entreprises et les hauts revenus. Le maître-mot de la période qui vient, ce sera donc «business friendly», en quelque sorte ami, copain du business. Le super-copain du business, c'est bien sûr Macron. Il a eu une idée

lumineuse : il a créé une commission d'experts économiques chargée de « *présenter des recommandations pour rendre les politiques économiques plus efficaces* ». Deux néolibéraux de choc, le «Prix Nobel» d'économie 2014 Jean Tirole et Olivier Blanchard, chef économiste du Fonds monétaire international (FMI) de 2008 à 2015, en seront les rapporteurs. La plupart des membres sont à l'avenant et ceux qui sont un peu moins dans la ligne (comme l'américain Paul Krugman) serviront de caution. Les «mal pensants» ont été écartés, même s'ils n'ont rien à voir avec des marxistes ; ainsi, trois des économistes français les plus connus à l'échelle internationale brillent par leur absence : Thomas Piketty, Esther Duflo et Gabriel Zucman. Tous les trois militent pour un rétablissement de l'impôt sur la fortune ! Alors que Le Maire et Darmanin, les deux ministres respectivement de l'Économie et du Budget, n'arrêtent pas de clamer qu'il ne faut pas rétablir l'ISF et, au contraire, déversent des milliards vers le patronat sans contrepartie. Avec des conseillers comme ça, le «monde d'après» sera bien «business friendly». Ceux qui croient que la profondeur de la crise fera changer de logiciel ceux qui nous gouvernent se trompent de film. Le monde ne changera pas de base sauf si on pousse, fort et nombreux, en ce sens.

«MONDE D'APRÈS» À propos du «Plan de sortie de crise» des associations et syndicats

Retour sur un document élaboré par 20 associations et syndicats.

Le 26 mai était rendu public un «Plan de sortie de crise», qui propose 34 mesures sociales, écologiques et démocratiques, et défend la perspective de «changer de système»¹.

Revendications saluables

«Un plan d'urgence pour l'hôpital public», «l'arrêt des soutiens publics aux acteurs polluants», «le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs», etc. : autant de propositions, portées par un cadre collectif inédit, qui sont désormais dans le débat public et qui ont comme premier mérite de venir contrer le «*Il n'y a pas d'alternative*» du discours dominant. Si cet article n'est pas le lieu pour une analyse détaillée du «plan», certaines propositions méritent que l'on s'y arrête. Ainsi en va-t-il de l'une des mesures-phares proposées par le collectif, la réduction et le partage du temps de travail (mesure 11) : «*Nous souhaitons que le temps de référence soit les 32h hebdomadaires, sans perte de salaire ni flexibilisation*». Une revendication essentielle et d'actualité alors que le nombre de chômeurEs explose et que ce sont

des centaines de milliers de licenciements et de suppressions de postes qui menacent. Sur le terrain du logement, autre question-clé dans la période, on ne peut là encore que partager les revendications portées, qui répondent à l'urgence de la situation, même si l'on peut regretter l'absence de la mention d'un droit minimum et inconditionnel à l'énergie et à la fourniture d'eau : «*Un moratoire des loyers et des traites doit être prononcé, avec apurement des dettes (1 à 2 milliards) pour les centaines de milliers de locataires et accédantEs en difficulté et rétablir les montants des APL. La réquisition des logements vacants spéculatifs et le respect de la loi DALO doivent être appliqués par le gouvernement*» (mesure 17)

Des discussions

D'autres propositions sont sujettes à discussion, telle la revendication de la constitution d'un «*pôle public financier au service de l'intérêt général et sous contrôle démocratique*», qui impliquerait une «coexistence» entre ce pôle public et les banques privées. Or on sait qu'une telle coexistence mènerait à des formes de socialisation des pertes (l'État finance les investissements de long terme, à la rentabilité incertaine) et de privatisation des profits (les investissements juteux et de court terme pour

la finance privée), comme cela se passe, par exemple, dans le secteur de la santé. Seule la mise en place d'un monopole public, c'est-à-dire une socialisation sans indemnités ni rachat de l'ensemble du système bancaire, pourrait contrer de telles logiques. Concernant la question des licenciements, la revendication de «*la création d'un droit de veto des CSE sur les licenciements qui ne sont pas justifiés par des difficultés économiques graves et immédiates*» est elle aussi fort discutable. Qui jugerait de la «gravité» et de l'«immédiateté» des «difficultés économiques»? Quid des entreprises où il n'y a pas de CSE? Et quand bien même, pourquoi laisser à l'appréciation d'un CSE à la composition variable l'appréciation de ce qui devrait être du domaine de la loi? Et qu'en est-il, au-delà des licenciements, des non-renouvellements de CDD, des intérimaires, voire des ruptures conventionnelles? Autant de questions auxquelles ne pourrait répondre qu'une véritable loi d'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, telle que nous l'avons présentée la semaine dernière².

Questions stratégiques

La publication de ce «Plan de sortie de crise» est, enfin, l'occasion de discuter des questions stratégiques.

Comment imposer de quelconques mesures à une bourgeoisie déterminée à ne rien lâcher et, au contraire, à faire passer toujours davantage de reculs sociaux? Selon nous, une telle perspective doit s'appuyer sur la construction, au présent, des résistances aux politiques et aux projets capitalistes, faute de quoi les discussions sur le «possible» demeureront lettre morte. Les bagarres qui s'amplifient à mesure que la «reprise» est effective, entre autres et notamment dans le secteur de la santé, mais aussi dans les entreprises, face aux vagues de licenciements et de suppressions de postes, ou encore du côté des luttes antiracistes et contre les violences policières, sont des points d'appui incontournables, car c'est bien le développement des mobilisations qui est la condition de l'émergence d'autres «possibles». Soit l'inverse de la démarche proposée par l'appel dit «des 150»³ qui, sous couvert de fausse nouveauté, ne propose rien d'autre que la constitution d'une «alternative politique» autour du PS, de Place publique, d'EELV et des secteurs les plus droitiers du PCF, soit une issue exclusivement institutionnelle qui ne dit pas un mot des rapports de forces et des mobilisations à construire.

Julien Salingue

- 1 – «Plus jamais ça! 34 mesures pour un plan de sortie de crise», disponible sur le site d'Attac.
- 2 – Henri Wilno et Robert Pelletier, «Tout licenciement est de la responsabilité du patronat», *l'Anticapitaliste* n°524 (28 mai 2020).
- 3 – «Au cœur de la crise, construisons l'avenir», *l'Obs*, 14 mai 2020.

Le chiffre 12 kilos

C'est, apprend-on dans un article publié par Basta!, le poids des sacs à dos que les travailleurs intérimaires embauchés par la RATP pour distribuer du gel hydroalcoolique doivent transporter quotidiennement, en station debout, 6 heures par jour. Témoignage de l'un d'entre eux: «Ici, quatre collègues ont abandonné le travail au bout de quelques jours. Ils n'ont pas tenu. Ils disaient que c'était difficile.» L'inspection du travail a été saisie par le syndicat Solidaires-RATP.



Agenda

Jeudis 4 et 11 juin, rassemblements «#JedisColère» à l'appel des hospitalierEs. Hôpital Tenon (Paris 20°), à 13h devant l'entrée principale, 4 rue de la Chine; Hôpital Robert-Debré (Paris 19°), à 13h30 au 8 avenue de la porte du Pré-Saint-Gervais; Hôpital Casanova (Saint-Denis), à 13h15 devant l'hôpital.

Mardi 16 juin, manifestation «Pas de retour à l'anormal» pour l'hôpital public.

Samedi 20 juin, marche des Solidarités pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des CRA et un logement pour touTEs.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Les Français ont économisé et mis en épargne 60 milliards d'euros pendant la période de confinement. Cet argent, c'est bien aussi qu'il re-circule, parce que c'est ce qui va faire repartir le commerce, l'industrie, ça aidera beaucoup à la reprise d'activité.

MURIEL PÉNICAUD, RTL, 29 mai 2020.

la répression et l'exploitation, sont devenus la pointe avancée de la lutte pour la liberté. Après plus de deux mois de confinement, aux côtés des travailleurEs de Renault, en prenant tous les risques ils et elles ont rouvert la voie du combat. C'est sans doute pour cela qu'il y a eu un écho sans précédent pour cette manifestation à laquelle peu croyaient y compris à gauche. Écho médiatique bien sûr, ainsi que réactions indignées des fascistes et de toute la droite dont le contenu violemment raciste illustre le niveau des enjeux pour toute la société. Mais aussi écho enthousiaste chez tous ceux et toutes celles à qui cette démonstration de détermination des sans-papiers redonne espoir. Un des commentaires à la publication du communiqué de la Marche des Solidarités sur son blog en donne le ton : «*Vous ne le savez peut-être pas, mais devant nos écrans, faute d'être à*

la capitale, nous étions nombreux à en pleurer tellement nous étions fiers de vous.» Des vidéos circulent sur tous les réseaux sociaux. Des rassemblements et manifestations ont aussi eu lieu dans de nombreuses villes du pays, malgré les pressions policières, de 100 à 400 manifestantEs à Lyon, Rennes, Rouen, Lille, Strasbourg, Limoges, Grenoble, Poitiers, Nîmes, Perpignan, Orléans, Le Havre... mais aussi à Bruxelles ou Bologne. Des suites auront lieu rapidement avec de nouveaux rendez-vous dans les prochaines semaines. Parce qu'il ne s'agit pas seulement du droit de manifester mais bien d'obtenir la régularisation de touTEs les sans-papiers, des logements pour touTEs, la fermeture des centres de rétention. Et que, comme à Minneapolis, l'enjeu de cette lutte est déterminant pour toute la société. Et c'est aussi un tremplin pour la journée nationale de mobilisation dans les



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

hôpitaux appelée par les collectifs de lutte et les syndicats le 16 juin. Comme le disait l'affiche sortie pour cette manifestation du 30 mai : «*Santé = égalité + liberté + solidarité*».

Les jours qui viennent nous diront si le 30 mai a été un tournant. Il faut tout faire maintenant pour que ce soit le cas. Le monde d'après, c'est maintenant !
Denis Godard

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires
Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL Solidarité internationaliste face à Bolsonaro et son monde!

Depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro et de l'extrême droite au pouvoir, le Brésil s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la tragédie.

Alors que le ministre de l'Économie Paulo Guedes n'a eu de cesse de mettre en place un programme ultralibéral, applaudi par les classes dominantes, Bolsonaro et la clique de militaires et d'évangélistes réactionnaires qui l'entourent ont réaffirmé leur orientation politique fascisante et leur objectif de réprimer à tout va les luttes syndicales, afro-brésiliennes, féministes, indigènes ou LGBTI+. Le Bolsonarisme incarne ainsi une mise au pas violente de toute la société brésilienne et particulièrement des travailleurs et des classes populaires.



WIKIMEDIA COMMONS

Scénario catastrophe

L'arrivée de la pandémie n'a fait qu'exacerber de manière dramatique cette crise générale, tout en démontrant l'incurie et la gestion criminelle du gouvernement en place. Le pays compte déjà officiellement plus de 25 000 morts mais des experts parlent de 10 fois plus, et le Brésil est maintenant l'épicentre mondial de la pandémie, alors que Bolsonaro continue à se gausser de ce qu'il nomme une « petite grippe », tout en répondant aux appels du patronat à ne pas « paralyser l'économie », et en encourageant la déforestation massive et l'éviction des peuples indigènes. Face à ce scénario catastrophe, ce sont avant tout celles et ceux d'en bas qui sont en train de payer le prix fort de cette crise généralisée. La démission de deux ministres de la Santé en quelques semaines, la sortie du ministre de la Justice, Sérgio Moro, les tensions au sein de la droite et des généraux ou encore entre l'exécutif et plusieurs gouverneurs, démontrent néanmoins une grande instabilité et les failles existant au sein de la bourgeoisie.

Un des États les plus inégalitaires de la planète

Et si le mouvement des travailleurEs, des jeunes, des sans-terre et sans-toit, des peuples indigènes, durement attaqués dans leurs conditions de vie, se retrouve dans des conditions difficiles pour pouvoir intervenir, les résistances se développent pourtant, ainsi que les coordinations unitaires et les fronts politiques pour rejeter cette politique de la mort qui règne désormais à la tête de l'un des États les plus inégalitaires de la planète. Les appels à virer Bolsonaro (*Fora Bolsonaro !*) et toute sa clique, mais plus fondamentalement à défaire son monde et la caste dont il est issu, se multiplient. Le NPA exprime toute sa solidarité internationaliste avec celles et ceux qui luttent résolument dans cette perspective : il y a urgence !

ÉTATS-UNIS Le meurtre raciste de George Floyd entraîne une rébellion nationale

L'enregistrement vidéo du meurtre de George Floyd à Minneapolis le 25 mai, un homme noir étranglé par un policier blanc qui s'est agenouillé sur sa gorge pendant neuf minutes jusqu'à sa mort, a déclenché la colère et l'indignation et a conduit à une rébellion nationale contre le racisme et les violences policières avec des manifestations regroupant des milliers de personnes qui se répandent à travers les États-Unis.

Ce qui a souvent commencé par des manifestations pacifiques s'est transformé en violents affrontements entre manifestantEs et policiers dans au moins 75 villes où des bâtiments et des voitures de police ont brûlé, des magasins ont été pillés, de nombreuses personnes ont été blessées et au moins quatre tuées. Ces protestations rappellent les rébellions des ghettos des années 1960 et 1970, mais ne sont pas encore aussi importantes ou destructrices.

Un mort de plus, un mort de trop

Ce soulèvement a lieu en pleine période de propagation continue du coronavirus qui a coûté la vie à 105 000 personnes dans le pays, et alors que l'arrêt des activités en réponse à l'épidémie a provoqué une dépression économique avec 43 millions de chômeurEs. Pourtant, des milliers de personnes ont décidé que protester contre le meurtre de Floyd était plus important que de maintenir la distanciation physique. Les derniers mots de Floyd, « *Je ne peux pas respirer* », sont les mêmes que ceux d'Eric Garner, assassiné par la police à New York en 2014, l'un des incidents qui a suscité le mouvement « Black Lives Matter ». Et peu de temps avant le meurtre de Floyd, le 23 février, Ahmaud Arbery, un homme noir non armé faisant du jogging, a été filmé alors qu'il était abattu et assassiné par un ancien policier et son fils en Géorgie. La mort de Floyd est tout simplement la dernière



DR

parmi des dizaines de meurtres injustifiés, par la police, d'hommes et de femmes noires au cours de la dernière décennie, et des centaines de plus au cours du siècle dernier. Ces meurtres sont l'expression la plus vicieuse du racisme profond qui imprègne la société américaine dans tous les domaines de la vie, des soins de santé et de l'éducation aux emplois et au logement. En Amérique, les Noirs risquent trois fois plus que les Blancs d'être tués par la police.

Traînée de poudre

Le meurtre de Floyd a été la goutte d'eau. Les manifestations ont initialement éclaté à Minneapolis parce que, bien que les quatre policiers impliqués dans son assassinat aient tous été licenciés, personne n'avait été inculpé pour meurtre. Ensuite, l'État n'a inculpé que l'officier qui avait effectivement tué Floyd, laissant libres

les trois autres policiers présents. En l'espace d'une semaine, des manifestations – d'abord pacifiques puis violentes – se sont produites dans une ville après l'autre, parfois dans des villes où la police avait récemment tué d'autres Noirs, comme à Louisville, Kentucky, où la police avait pénétré par effraction au domicile de Breonna Taylor, une femme de 26 ans, technicienne médicale, et lui avait tiré dessus à huit reprises, la tuant. Des Noirs ont été à l'initiative de ces manifestations, mais partout des Blancs, des Latinos et des Asiatiques s'y sont également joints. La police a arrêté des centaines, peut-être des milliers, de manifestantEs. Partout, des entreprises et commerces ont été incendiés, mais la réponse d'un homme d'affaires de Minneapolis a été remarquable. Ruhel Islam, un restaurateur qui a immigré du Bangladesh il y a 24 ans pour échapper à la

violence de l'État, a vu son entreprise brûler. Il a déclaré à la presse : « *Que mon immeuble brûle. La justice doit être rendue et ces policiers doivent être emprisonnés.* »

Trump menace les « voyous »

En réponse aux manifestations, les maires ont établi des couvre-feux et appelé la police anti-émeute ; dans certains États, les gouverneurs ont mobilisé la police d'État et la Garde nationale. Le président Donald Trump a qualifié les manifestantEs de Minneapolis de « voyous » et a tweeté : « *Lorsque le pillage commence, les tirs commencent aussi.* » Lorsque des manifestantEs sont apparus devant la Maison Blanche, Trump a tweeté qu'ils seraient reçus avec « *des chiens féroces et des armes inquiétantes* » et a déclaré que « *de nombreux agents des services secrets (qui gardent le président) n'attendent que d'entrer en action* ». Au même moment, Trump a déclaré à la presse que « *MAGA aime les Noirs* ». MAGA est son slogan, *Make America Great again* (Rendre sa grandeur à l'Amérique). Trump a rejeté la responsabilité de la rébellion sur les « Antifas », le mouvement antifasciste, et sur les Démocrates, et il a appelé « *les maires et gouverneurs libéraux* » à « *devenir beaucoup plus sévères* » avec les manifestantEs, menaçant d'appeler l'armée. Il a également suggéré qu'il devrait y avoir une « *nuit MAGA à la Maison Blanche* », ce qui entraînerait sûrement des conflits entre ses partisans et des manifestantEs. Le procureur général William Barr a déclaré que les manifestations avaient été détournées par « *des groupes extrémistes de la gauche radicale* ». Il a promis d'utiliser les lois anti-émeutes des années 1960, qui interdisent le franchissement des frontières entre les États.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

HONG KONG Nouvelle offensive du pouvoir de Pékin

Le 28 mai, la Chine a adopté la « Décision sur la création et l'amélioration de la législation de la Région administrative spéciale de Hong Kong ainsi que ses mécanismes de mise en œuvre, visant à préserver la sécurité nationale ». Cette loi signifie qu'à Hong Kong, toute personne ayant des liens avec des « forces étrangères », ainsi que toute personne appelant à l'indépendance ou à l'autodétermination de Hong Kong, ou à « en finir avec la dictature du parti unique », pourra être poursuivie en justice.

Cette loi est la réponse du régime de Pékin au mouvement démocratique de Hong Kong initié en 2014, qui s'est accompagné d'une forte désobéissance civile et a donné naissance à des courants appelant à l'indépendance, ou à l'autodétermination. La mise en œuvre de cette loi signifierait la fin du régime appelé « un pays, deux systèmes ».

Les craintes de Pékin

Les partis pro-Pékin de Hong Kong ont déclaré que la population portait l'entière responsabilité de cette situation. Elle s'est en effet opposée depuis 2003 au dépôt du projet de loi sur la sécurité nationale, bien que la responsabilité de Hong Kong de promulguer une telle loi soit inscrite dans la Loi fondamentale (Basic Law) tenant lieu de Constitution depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en juillet 1997. Les HongkongaisEs sont cependant fiers du bilan de leurs luttes. Celles-ci constituaient une réponse légitime au non-respect continu de Pékin d'honorer sa promesse d'instaurer le suffrage universel, 23 ans après la rétrocession de Hong Kong. Les partisans de Pékin soulignent sans cesse l'inquiétude de Pékin face



DR

à la menace de « forces étrangères » lors du processus d'élaboration de la loi. En fait, la principale crainte de Pékin ne concerne en réalité pas ces « forces étrangères », mais le mécontentement de la population sur le continent et à Hong Kong. La commémoration du massacre de Pékin le 4 juin 1989 est maintenant dans moins d'une semaine. Depuis trente ans, Hong Kong est la seule ville chinoise organisant chaque année cette commémoration. Le pouvoir de Pékin déteste cela. Il craint que Hong Kong ne réussisse un jour à encourager la renaissance du mouvement démocratique sur le continent. C'est également la raison pour laquelle il fait tout son possible en ce moment

pour nous empêcher d'organiser cette année cette commémoration, avant même que la loi de sécurité nationale de Pékin n'entre en vigueur à Hong Kong. Après avoir tué des milliers de personnes en 1989, puis s'être réintégré au sein du capitalisme mondial, le régime de Pékin a tellement enrichi ses propres élites et ses amiEs du Parti communiste qu'il craint constamment un scénario dans lequel le peuple exigerait que le parti rende des comptes.

Retour des manifestations de masse

Pékin veut supprimer l'autonomie de Hong Kong précisément parce que

la liberté de la presse qui y existe permet d'accéder librement aux informations concernant les secrets de la corruption du parti. Le dossier des disparitions des libraires/éditeurs de Causeway Bay en 2015 est la meilleure illustration de cette préoccupation. Entre octobre et décembre 2015, cinq propriétaires ou employés de ces établissements ont disparu. Deux d'entre eux ont été enlevés à Hong Kong et en Thaïlande pour être emmenés en Chine continentale. On pense généralement qu'ils ont été victimes de représailles pour avoir publié un livre sur Xi Jinping. De plus en plus, les dirigeants de Pékin considèrent l'autonomie de Hong Kong comme un grave danger pour leurs privilèges issus du pillage de la richesse nationale. La révolte de 2019 a le potentiel de se transformer, en 2020, en un nouveau mouvement contre la nouvelle loi de sécurité nationale. Dimanche 24 mai, des centaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue dans différentes parties de Hong Kong pour protester contre Pékin. Il s'agit des premières manifestations depuis le début de la pandémie de coronavirus en février.

À Hong Kong, Au Loong Yu

CRISE ÉCONOMIQUE Plan de relance européen : de l'huile dans les rouages du capitalisme

La balle a été reprise par la Commission qui annoncé son plan de 750 milliards d'euros : 500 milliards de subventions et 250 milliards de prêts. Les sommes sont significatives au regard des ressources habituelles de la Commission européenne, même si le Parlement européen juge nécessaire des montants plus importants (2000 milliards d'euros) et si la seule Allemagne a programmé des aides à hauteur de 1000 milliards d'euros. Il faut dire que la crise est d'ampleur : la Banque centrale européenne prévoyait une baisse du produit intérieur brut de la zone euro de 5 à 12%.

Règles du Pacte de stabilité levées

Ceci dit, le plan n'est pas encore près d'être mis en œuvre : les États d'Europe du Nord les plus acharnés à défendre les règles habituelles de fonctionnement de l'Europe traînent des pieds et, pour l'instant, ne veulent pas entendre parler de dons. Cela promet des débats difficiles et longs mais si le tandem franco-allemand reste soudé (avec le soutien de l'Espagne et de l'Italie), le programme devrait être, avec plus ou moins de bémols, mis en œuvre. Ce plan s'inscrit dans la logique des politiques économiques adoptées en France et ailleurs. Avant le coronavirus, le cocktail était une combinaison d'austérité budgétaire et de largesses de la Banque centrale européenne (BCE) qui déversait des milliards d'euros vers les banques, notamment en leur rachetant des titres de la dette

Le 18 mai, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont tenu une conférence de presse commune annonçant leur accord sur une proposition de création d'un fonds pour la relance de l'économie européenne de 500 milliards d'euros, destinés à soutenir les pays les plus touchés par la crise. Ce fonds serait alimenté par un emprunt levé par la Commission européenne et les sommes seraient versées sous forme de subventions.



WIKIMEDIA COMMONS

publique. Cette action de la BCE a permis la préservation de la zone euro. Mais la profondeur de la crise a remis en cause ce dosage : tous les États ont engagé d'énormes dépenses avec la bénédiction de Bruxelles qui a levé pour un temps les règles du Pacte de stabilité. Il était donc logique que la Commission se dote elle aussi d'un plan de relance. Un nouvel élément s'est ajouté : le 5 mai, la Cour constitutionnelle allemande avait jugé que les interventions de la BCE n'étaient pas vraiment conformes aux traités européens, mauvais signal qui pouvait rendre plus difficile l'action de la BCE et qui

a incité Angela Merkel à accepter ce qu'elle refusait jusque-là : des subventions aux États en difficulté financées par un emprunt européen.

Aider les capitalistes européens à passer un cap difficile

Pourquoi ce revirement de Merkel ? Dans un monde en crise, les cercles dominants du capitalisme allemand pensent qu'il vaut mieux pour eux être dans le cadre européen qu'isolés. D'autant que Trump remet en cause toute solidarité avec les traditionnels alliés européens de l'Amérique. Les dirigeants de la bourgeoisie ne sont pas des

dogmatiques : si les circonstances changent, ils peuvent infléchir leurs politiques pour préserver leurs intérêts. D'autant qu'il a été précisé que les financements du futur plan seraient conditionnés aux respects des règles européennes, c'est-à-dire du néolibéralisme. Les principaux syndicats allemands et français (DGB allemand et CFDT, CGT, FO et UNSA) ont publié le 20 mai une déclaration commune se félicitant de l'initiative Merkel-Macron. On peut se demander ce qui a motivé ceux des syndicats français (CGT et FO) qui se sont battus contre les lois travail et contre la réforme des retraites à soutenir un plan qui, s'il est mis en œuvre, n'a comme objectif que d'aider les capitalistes européens à passer un cap difficile sans remettre en cause l'essentiel de leurs politiques antisociales. Des initiatives seraient bien sûr nécessaires au niveau européen : une taxe sur les grandes fortunes et les grandes entreprises pour financer des mesures sociales et écologiques, la remise en cause du boulet de la dette publique, la socialisation des banques... Mais cela, Macron, Merkel et consorts n'ont pas l'intention de le faire. Leur plan de relance ne vise qu'à remettre de l'huile dans les rouages grippés du capitalisme.

Henri Wilno

ALGÉRIE Une gestion « anti-hirak » de la pandémie

Les modes de gouvernance et les enjeux de profits des lobbys pharmaceutiques ont brouillé, en Algérie, toute visibilité pour la population et ont entretenu confusion (démultiplication des informations contradictoires), complotisme (la recherche d'un coupable : la Chine) et gestion autoritaire des pouvoirs politiques (répression, sanctions, opacité des décisions et manipulation des chiffres).

Les manœuvres du pouvoir

Cette gouvernance autoritaire, qui s'appuie sur une administration jacobine et des décideurs renfermés sur eux-mêmes, a profité de cette pandémie pour arrêter, emprisonner, convoquer et intimider des dizaines de hirakistes et activistes sur les réseaux sociaux. Près d'une centaine sont détenus arbitrairement. Le pouvoir a usé du confinement pour casser la mise en réseau du hirak, normaliser le hirak et rétablir le couvre-feu qui n'a rien à voir avec le Covid-19, sans oublier le report de la rentrée universitaire à septembre pour mettre les étudiantEs en vacances... du hirak ! En fait, une vraie gestion anti-hirak de la pandémie... Cette étape acquise, le pouvoir politique recentre sa communication sur l'indiscipline de la population, sur la remontée de la courbe de la pandémie et sur une amplification de l'anxiété de la société pour générer des divisions et contradictions. Ainsi arrive-t-il à faire culpabiliser

Le confinement n'est pas éternel, comme le Covid-19 n'est pas une fatalité.



DR

les AlgérienEs, et la « populace » devient la cible privilégiée de certains commentaires de gens instruits, et même hirakistes, sur les réseaux sociaux ! Le piège est bien refermé. Le pouvoir pourra ainsi être légitimé dans sa répression, le hirak se détacherait de la « populace » et deviendrait élitiste...

Associer le hirak à la lutte contre la pandémie

On peut être déçus par certains comportements populaires et regretter l'indiscipline, mais il s'agit de ne jamais oublier que les consciences peuvent être modifiées. D'abord par l'instruction, ensuite la culture et aussi par des mouvements collectifs qui permettent d'intégrer des

valeurs de sociabilité, de fraternité et d'apprentissage de l'humanisme. Or le hirak participe à ce processus de conscientisation et de politisation, aussi ambigu ou limité soit-il, et c'est bien le pouvoir d'État, à travers le système que dénonce le hirak, qui a mis ce peuple dans ces conditions de dégradations économiques, sociales et mentales. Il a acheté pendant 20 ans et plus la paix sociale par un « laisser-faire, laisser-aller ». L'économie informelle, la société informelle, la culture de l'informel sont des créations du pouvoir et elles ont servi le pouvoir tout en donnant l'illusion à ce peuple informel d'exister, d'être considéré. Alors, revenons à plus de raison et de lucidité. Zappons notre colère et

nos émotions et essayons de situer les vraies responsabilités face à l'échec relatif du confinement. Pour que le confinement soit réussi, il faut tenir compte des conditions objectives, associer la population aux décisions, l'intégrer dans la gestion du confinement par quartiers. Où sont les associations dont a parlé le Premier ministre ? Le hirak diabolisé n'a pas été associé, alors qu'il aurait pu développer une dynamique d'auto-organisation et proposer des scénarios de confinement adaptés. La gestion de la pandémie par la démocratie n'est pas le scénario du pouvoir politique illégitime. Reprenons confiance et préparons-nous à sortir le hirak de cette impasse-confinement.

Adel Abderezak

ISRAËL/PALESTINE Les projets d'annexion de Netanyahu

Le 1^{er} juillet est la date à laquelle Netanyahu a promis qu'il achèverait l'annexion de la Cisjordanie. Beaucoup de gens pensent qu'il s'agit d'annexer Ramallah, Bethléem, Jéricho et le reste de la région. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité.

Pour comprendre pourquoi, il suffit de considérer un seul mot, qui représente la plus grande menace contre Israël, davantage encore qu'une guerre avec ses voisins ou l'Iran : la démographie. Sur une population totale de 9,2 millions d'habitantes, 7 millions d'Israéliens sont des citoyens juifs ; les près de 2 millions de citoyens palestiniens représentent approximativement 20% de la population. Or, il apparaît aujourd'hui clairement qu'ils sont la principale source d'irritation du gouvernement israélien. Et comme on a pu le voir au cours de l'année écoulée avec les trois élections [législatives] qui se sont tenues dans le pays, ils exercent une importante influence politique, que le gouvernement israélien essaie constamment de neutraliser.

Le contexte du procès de Netanyahu

Si l'on garde à l'esprit le fait que c'est une minorité de 20% qui est capable de faire cela, alors on imagine ce qui se passerait si les plus de 3 millions de Palestiniens de Cisjordanie étaient absorbés dans la population israélienne. Cela signifierait que près de la moitié de cette population serait palestinienne, une perspective qui ébranlerait les fondements mêmes de tous les partis juifs d'Israël. Lorsque l'on sait qu'Israël envisage des « échanges de terres » dans le but de faire baisser la proportion de Palestiniens dans le pays, il est tout simplement inconcevable d'imaginer que le gouvernement voudrait annexer la Cisjordanie dans son intégralité. Ce que Netanyahu a en tête lorsqu'il déclare qu'il entend annexer la Cisjordanie est quelque chose de beaucoup plus dangereux. Cela est dû à deux facteurs. Tout d'abord, avec un tribunal israélien qui a convoqué Netanyahu lors de l'ouverture de son procès pour corruption – faisant de lui le premier Premier ministre en exercice de l'histoire du pays à être inculpé d'un crime –, ce dernier est déterminé à tenir ses promesses de campagne incendiaires, racistes et haineuses, afin de gagner le soutien de l'opinion israélienne ; il sera ainsi en meilleure position pour délégitimer le procès, les témoins, et tout verdict qui lui serait défavorable. Dès lors, la perspective de le voir tenir sa promesse d'annexion est hautement crédible et doit être prise très au sérieux.

Modifier le cadre de la légalité

La seconde raison pour laquelle cette promesse d'annexion est plus dangereuse que ce qui est généralement perçu, c'est tout simplement ce qu'elle donnerait concrètement. Comme on l'a expliqué, Netanyahu ne va pas simplement annexer l'intégralité de la Cisjordanie, ce qui serait désastreux pour Israël. L'annexion prendra plutôt la forme de l'application d'une pleine souveraineté israélienne sur les colonies illégales dans les territoires occupés. Si une telle situation pourrait sembler meilleure que l'annexion de Jéricho ou de Bethléem, ses implications sont en réalité beaucoup plus extrêmes. Les colonies illégales annexées ne demeureraient plus, aux yeux du monde, des colonies illégales. Elles deviendraient des villes, des villages et des communautés d'Israël – comme Haïfa ou Tel Aviv. Et c'est tout le problème. Israël compléterait finalement son annexion de la Cisjordanie en construisant des colonies illégales sur des terres volées et en les incorporant à son propre territoire. Des organismes internationaux pourraient les appeler des colonies illégales, mais elles auraient rapidement le même statut que Jérusalem-Est, et Israël aurait les mains libres pour y faire ce qu'il veut, sans craindre aucune conséquence venue de l'Union européenne ou d'ailleurs. Ce qu'entend faire Netanyahu, c'est officialiser l'annexion de certaines parties de la Cisjordanie en annexant des terres sans les Palestiniens qui vivent ou vivaient dessus. C'est son scénario rêvé.

Naim Mousa, traduction Julien Salingue

Version longue (en anglais) sur <https://mondoweiss.net/2020/05/what-west-bank-annexation-really-means/>



AUTOMOBILE: DÉFENDRE L'EMPLOI ET CHANGER LES MODES DE DÉPLACEMENT

Le 10 avril, le président de Renault déclarait qu'il fallait se préparer à travailler 60 heures par semaine lors de la reprise de la production après le confinement. Le 29 mai, le même annonce la suppression dans le groupe Renault de 15 000 emplois dans le monde dont 4 600 en France. Leur monde est celui des salariéEs exploitables et jetables. Le montant de deux milliards d'euros d'économies pour Renault est exactement celui qui avait été annoncé au mois de février 2020. Les conséquences de l'épidémie ne pouvaient donc pas encore avoir été prises en compte. La crise qui pointe dans l'industrie automobile mondiale depuis plusieurs mois ne peut que s'amplifier à mesure de l'augmentation générale du chômage, et elle n'est pas cyclique au sens où, naturellement, la production d'automobiles reprendrait son cours avec les mêmes entreprises ayant renoué avec le profit. À cet arrêt «jamais vu» de la production d'automobiles dans le monde, au dérèglement «jamais vu» du climat, vont correspondre des restructurations et des attaques elles aussi inédites. D'où la nécessité d'une riposte tout aussi inédite, du monde du travail et bien au-delà, pour commencer à s'attaquer à une reconversion de productions centrées aujourd'hui autour du «tout bagnole, tout camion, tout route», au cœur de la pollution et de la catastrophe climatique en cours.

Dossier réalisé par le secteur automobile du NPA et la Commission nationale écologie.

UNE CRISE STRUCTURELLE

Prendre la mesure de l'ampleur de la crise est nécessaire pour riposter aux attaques présentes et à venir, juger des réponses du gouvernement tournées vers le sauvetage des entreprises, et des impasses dans lesquelles s'enliserait le mouvement ouvrier à proposer des mesures de simple relance «industrielles» de la production d'automobiles.

Des primes à la casse comme depuis 30 ans

Macron a choisi de soutenir les entreprises de l'ensemble de la filière automobile. Alors qu'un million de voitures, dont 500 000 d'occasion, sont en stock, Macron a redécouvert les primes à la casse pour doper les ventes. Des primes inaugurées il y a près de 30 ans par Balladur, en 1992, et renouvelées régulièrement jusqu'au même Macron en novembre 2018 après les premières manifestations des Gilets jaunes, avec le même argument : «Rendre le parc automobile moins polluant». Cette recette, qui tient à la nécessité récurrente de garantir un débouché pour les voitures neuves, ne sert pas à diminuer la pollution. Si, malgré les triches, les bureaux d'études travaillent effectivement sur des moteurs légèrement plus économes et moins polluants, le niveau de pollution dépend d'abord du nombre de voitures en circulation qui, lui, ne cesse d'augmenter. Contrairement à l'idée reçue d'une obsolescence programmée de tous les biens industriels, les voitures durent de plus en plus longtemps... faute de ressources pour en changer. Ce «dopage» des ventes est une aubaine pour les acheteurs les plus riches et une aide aux firmes automobiles pour écouler leurs voitures. Ce n'est que rustine. Pour les salariéEs de l'automobile cela n'a jamais empêché les restructurations de se poursuivre.

Pas de miracle avec la voiture électrique

Après le scandale du «dieselgate» et une interdiction généralisée du diesel d'ici quelques années, tous

les constructeurs se tournent vers les véhicules électriques. C'est une situation nouvelle par rapport à il y a dix ans. L'objectif affiché par Macron est de produire en France un million de voitures à motorisation électrique, c'est-à-dire un peu moins de la moitié du total de voitures produites en France. Un objectif qui n'engage que ceux qui y croient. Mauvaise pioche. Le lendemain de l'annonce du plan Macron, l'Alliance Renault Nissan rendait publique sa nouvelle répartition des rôles avec l'assignation de chacune des marques à un continent et un domaine technique. Pour la plateforme exclusivement dédiée à l'électrique, c'est Nissan qui est désigné. Cela veut dire qu'investissements et budgets études seront drastiquement réduits chez Renault dans ce domaine. Qui jouera en France le rôle attendu de pionnier ? Ils espèrent ainsi sauver l'automobile, quelles que soient les pollutions émises tout au long de la vie du produit, et la dépendance créée, notamment en France, vis-à-vis des centrales nucléaires. Mais il n'est pas sûr qu'ils trouvent les acheteurs et que soient tolérées des subventions de 6 000 euros pour ces voitures individuelles destinées aux plus «riches».

DÉCONFINEMENT PHASE 2



Fin de cycle chez Renault

Le constat est brutal. On arrive chez Renault au bout du cycle inauguré par les prédécesseurs de Carlos Ghosn : Renault ne produira plus en France de voitures à moteur essence ou diesel à l'horizon de trois ans. Et les voitures électriques ne s'y substitueront pas complètement, ni en termes de production ni en termes de ventes. Dans le cadre de la mondialisation inachevée de l'industrie automobile, chaque firme dispose pour une production intégrée d'un espace géographique de dimension continentale. Pour les États-Unis, c'est l'Amérique du Nord, Canada et Mexique inclus. Pour l'Europe, c'est le continent moins la Russie et l'Ukraine, mais plus les pays du pourtour méditerranéen. À l'intérieur de ces espaces, la concurrence est organisée entre tous les sites en termes de productivité et de coûts. Autant les malversations privées de Carlos Ghosn ont pu être camouflées, autant la stratégie d'implantation internationale était connue et validée par tous les membres du conseil d'administration, y compris par les représentants de l'État y siégeant. Les raisons financières ne sont pas seules en jeu. Sinon il faudrait

expliquer pourquoi PSA et Toyota ont maintenu plus que Renault des installations en France. En fait la part des salaires versés directement par les firmes automobiles dans le prix de revient de fabrication d'une automobile, lui-même la moitié du prix de vente final, ne dépasse pas aujourd'hui 20%.

Les motifs sont aussi politiques à un double titre : s'affranchir de l'exploitation de travailleurEs aux traditions de lutte exécrées par les dirigeants, et participer à la politique de la bourgeoisie française, impérialiste dans son pré carré. Les implantations de Renault en Roumanie et au Maroc, suivies dans ce dernier pays, quelques années plus tard, par PSA, participent de cette politique globale.

Relocaliser les productions à haute valeur ajoutée ?

Au sein de ces espaces continentaux de production, les firmes capitalistes continuent à capter le profit extrait du travail ainsi réparti géographiquement. La contradiction non résolue autour de cette politique tient, au-delà de l'emploi et d'une demande solvable rétrécie, à la question fondamentale de la reproduction de l'ordre social existant et de sa stabilité. Contradiction d'autant plus aiguë que la récente épidémie a montré comment même les firmes les plus mondialisées restent dépendantes des appareils d'État de leurs pays d'origine. Macron a proposé de relocaliser les productions de la filière automobile à haute valeur ajoutée. C'est plus «standing» que Trump qui bataille pour que GM ou Ford rapatrient leur production du Mexique vers les États-Unis. Mais que sont des produits à haute valeur ajoutée sinon ceux dont on espère le plus de profit, des fabrications sophistiquées avec le moins de salariéEs possible ? Le concept de «start up nation» appliqué à l'automobile est intéressant pour nouer des relations avec les GAFA qui rôdent autour du gisement de profit que pourraient représenter certaines activités liées à l'automobile, mais ce n'est une solution ni pour l'emploi ni pour la satisfaction des besoins les plus essentiels.

RÉSISTER À LA CASSE DES EMPLOIS

Toute la filière, constructeurs automobiles proprement dits, équipementiers et sous-traitants, subit depuis des années une véritable casse sociale. PSA, Renault et équipementiers le font pour une meilleure marge de profit, en supprimant des emplois et en intensifiant le travail de celles et ceux qui restent. Avec, comme résultat, des milliards d'euros versés aux actionnaires.

La casse des emplois chez PSA comme chez Renault

Il y a dix ans, la grève des ouvriers qui s'étaient « *battus comme des lions* » n'avait pas empêché la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay. Passé près de la faillite, renfloué avec des fonds publics, PSA a continué sa politique de réduction d'effectifs, y compris chez Opel racheté à General Motors, amenant PSA à employer moins de 50 000 salariéEs en France Renault, sous la houlette de Ghosn, a choisi la voie de l'asphyxie de la plupart des usines en France, avec l'objectif de devenir le premier constructeur mondial en alliance avec Nissan. Un plan enterré après l'emprisonnement de l'ancien patron escroc et les premiers retournements de la conjoncture mondiale l'année dernière. Sénart, le nouveau patron de Renault, a été choisi par Macron et le gouvernement pour retrouver des marges de profit, de la compétitivité dans leur jargon.

Le plan de casse annoncé le 29 mai par Renault, dans le prolongement des politiques passées, vise deux milliards d'euros d'économies avec la suppression de 15 000 emplois dans le monde dont 4 600 en France, la fermeture-restructuration de cinq sites en France, des coupes dans les secteurs de l'ingénierie. Et en « échange » le gouvernement a signé une caution de 6 milliards d'euros pour une trésorerie de l'entreprise siphonnée par les malversations de Ghosn et les dividendes versés les années passées. Même affaiblie par les vagues de suppressions d'emplois, une résistance s'est manifestée par des grèves bloquant complètement la production dans plusieurs usines de la filière. Comme aujourd'hui à Caudan (lire ci-contre) et Maubeuge.

Défendre les outils de production

Longtemps, l'industrie automobile, par la taille de ses usines et les mobilisations ouvrières s'y déroulant, a servi de référence à la classe ouvrière du pays. La filière est plutôt maintenant devenue le « laboratoire » des nouvelles organisations de la production.

Dans le contexte de chaînes de production de plus en plus internationalisées, le démantèlement de la production industrielle, en particulier dans l'automobile en France, contribue à affaiblir les conditions objectives et subjectives de l'émancipation de la classe ouvrière.

Le refus des fermetures d'usines a toujours été un socle pour la résistance ouvrière. Mais ne confondons pas le réflexe de défendre son outil de travail avec le détournement que pratiquent tous les courants chauvins ou nationalistes, et intégrons le fait que des relocalisations ici peuvent être des délocalisations ailleurs. De même qu'à l'intérieur d'un pays nous revendiquons la répartition du travail disponible entre touTEs, la perspective au niveau international est le refus de la concurrence entre sites et la répartition du travail, y compris avec une réduction massive du temps de travail.

Force est de constater que cette internationalisation des espaces de production n'entraîne pas « mécaniquement » une internationalisation des luttes et des solidarités. La fermeture des usines Nissan à Barcelone s'est faite dans le silence en France des organisations syndicales, à l'exception de Sud. C'est un mauvais signal.

S'emparer de la question de l'utilité sociale de la production

Les chaînes de production sont devenues si dispersées et intégrées avec quelques « plate-formes » conçues pour fabriquer chacune des millions de voitures qu'il n'y a pas de solution « industrielle » à leur réorientation. Cela pose en des termes nouveaux les questions de la propriété de ces multinationales, de leur reconversion nécessaire et de la nature de leurs productions.

Ces sujets sont aujourd'hui peu débattus au sein du mouvement ouvrier et social. Les réflexions sur les « communs » sont davantage centrées sur les services publics, dont bien sûr la santé, que sur la production industrielle de biens pourtant indispensables à la satisfaction de nombreux besoins, à commencer par ceux de se déplacer ou de se loger.

Depuis quelques années, le mouvement social s'est emparé de la question des projets, des activités utiles ou inutiles et ce, notamment au cours de l'épidémie Covid-19. Il y a quelques années devant le rituel Salon de l'auto à Paris, nous scandions « *Pas de bagnoles sans nous* ». Ce mois dernier, la colère s'est exprimée autrement : « *Ne pas risquer sa vie pour produire une voiture* ». C'est un changement radical de perspective.

Les solutions industrielles proposées, par exemple par la CGT, loin de partir des besoins en termes de déplacement, ne proposent que des améliorations à la marge de la voiture d'aujourd'hui, dont la production serait relocalisée en France. Ce ne sont pas des solutions de transition vers un futur non capitaliste où producteurEs et populations prendraient en charge leurs affaires. Et force est de constater que ce type de solutions industrielles n'a jamais eu d'effets mobilisateurs.

La revendication de la nationalisation-expropriation, c'est-à-dire de l'expulsion de propriétaires actionnaires, est devenue inséparable de la contestation de produits dérégulant le climat et aggravant la ségrégation sociale. Renault est issue d'une expropriation sans indemnité de son propriétaire fondateur Louis Renault, puis d'une nationalisation, et est maintenant cotée en bourse. Le capital public de l'entreprise, à hauteur de 15 %, se comporte comme n'importe quel fonds de pension.

Les formes de socialisation qui permettraient à une production de satisfaire les besoins essentiels exprimés par la population sous le contrôle des producteurEs restent encore à inventer. Le contenu des reconversions nécessaires ne peut qu'être issu du mouvement social lui-même associant producteurEs et utilisateurEs. Aux anticapitalistes d'y participer.

FONDERIE DE BRETAGNE : UNE LONGUE TRADITION DE LUTTES

L'ex-SBFM, aujourd'hui Fonderie de Bretagne, née en 1966, est, par excellence, l'enfant des grandes grèves menées à l'époque par les ouvriers des Forges d'Hennebont. De 1968 à la grande lutte de 2008-2009 où l'ex-SBFM est redevenue filiale de Renault après une lutte radicale, exemplaire et victorieuse, les salariéEs et l'équipe syndicale CGT n'ont cessé, par la grève, le blocage et l'occupation, de résister. 1968, 1974-1976, 1988, 2003-2004 : ce sont des semaines de grève, d'occupation contre les tentatives de liquidation, pour les salaires, l'emploi et l'embauche des jeunes. Aujourd'hui, les 385 salariéEs de la Fonderie de Bretagne fabriquent, en 3x8, des pièces de fonte pour l'automobile : bras de suspension, collecteurs et coudes d'échappement, porte-fusées.

Quand les traditions ont du bon

Rien d'étonnant à ce que, face à la menace de fermeture de l'entreprise dans le cadre du plan rentabilité de Renault par la suppression massive d'emplois, les salariéEs et la CGT, toutes générations syndicales confondues, forts des luttes menées par le passé, soient immédiatement entrés en grève active. Et ce malgré l'épisode de l'incendie qui a détruit les lignes de production en 2019, remises à neuf dernièrement par un investissement de près de 30 millions d'euros, suivi du ralentissement de la production dans le cadre de la pandémie Covid-19.

À l'annonce du plan de restructuration du groupe avec la fermeture annoncée du site de Caudan, les salariéEs ont décidé la grève avec occupation, blocage de la production et des entrées et sorties de matériel. En moins d'une semaine c'est toute la région qui s'est placée derrière les grévistes. Syndicats, Gilets jaunes ont rejoint la bataille et les responsables politiques de tout bord ont été contraints d'apporter leur soutien. C'est cette conscience du rapport de forces et du savoir-faire dans la lutte « jusqu'au bout » qui a déclenché cette nouvelle riposte. La construction d'un front qui a poussé confédérations syndicales, direction de Renault et gouvernement à trouver une sortie de crise provisoire autour d'un projet qui, tout en ne renonçant pas à l'essentiel, pouvait désamorcer provisoirement une mobilisation d'autant plus inquiétante que le feu couvait aussi à Maubeuge. On constate un premier recul avec la non-fermeture du site, même si l'externalisation reste l'objectif. Cependant, la vigilance reste de mise. On ne sait pas encore quel sera le sort des personnels intérimaires, il n'y a pas encore de garantie sur la possibilité de faire remonter la production à 30 000 tonnes annuelles. Et l'ensemble des salariéEs des différents sites et activités de Renault sont toujours concernés par la volonté de rendre plus « profitable » le groupe Nissan-Renault-Mitsubishi.

SORTIR DU «TOUT-AUTO» AVEC TOUS LES EFFECTIFS, VOILÀ L'IMPÉRATIF!

Sortir du tout-auto, voilà le grand chantier, à l'opposé de l'irresponsable plan de « relance de l'automobile » : des milliards d'argent public, la suppression de milliers d'emplois et la fermeture de sites ! À l'inverse, il s'agit de s'engager dans une tout autre politique à définir démocratiquement et qui nécessitera toutes les compétences.

Arrêter la fuite en avant

Rien n'y fait, ni les rapports successifs du GIEC, encore moins les COP soumises aux dogmes capitalistes, la tendance n'est pas infléchie : les constructeurs, aidés par les gouvernements, vendent toujours plus de voitures sur la planète. En route vers le 2^e milliard ! 37 millions de voitures individuelles et utilitaires circulent en France (parc doublé par rapport à 1980) où les transports sont responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), dont la moitié provient de la voiture individuelle. Au niveau mondial, cette part de la voiture est de 9 %. La catastrophe est aggravée par la triche généralisée dans les mesures d'émission des moteurs. L'amélioration de l'efficacité énergétique des moteurs est ruinée par une augmentation du poids (+ 62 % par rapport à 1960), de la puissance (+ 192 %), de la vitesse (+ 43 %), des dimensions. Le comble étant atteint avec les SUV, ces 4x4 urbains, monstres de consommation ostentatoire, qui représentent en 2018 autour de 35 % des immatriculations : leur interdiction devrait être le signal qu'un processus de rupture s'engage. Ajoutons encore que la

voiture ne transporte plus que 1,6 voyageur aujourd'hui contre 2,3 en 1960.

La catastrophe étant probable, il faut dès aujourd'hui « *tirer les freins d'urgence* », comme le disait Walter Benjamin. Le capitalisme « réellement existant » aura été un « capitalisme automobile ». Les marchés sont aujourd'hui saturés en Europe de l'Ouest, aux USA, au Japon... La circulation dans nos villes est congestionnée. L'atmosphère est saturée de particules fines et de gaz à effet de serre. La « magie de l'automobile » n'opère plus vraiment et de fortes résistances se font jour. À nous de mettre un terme à « l'époque de l'automobile », de sortir du « tout-auto ».

Pour une politique écosocialiste de nos déplacements

Refroidir la machine et le climat, rompre avec le rythme trépidant imposé par la valorisation du capital et la circulation accélérée des marchandises, prendre soin de toutes et tous, de tout le vivant et de la planète dans son ensemble, définir ensemble les productions utiles et les manières de les produire, mettre en œuvre cette production : c'est avec ces objectifs qu'une nouvelle politique des transports doit se construire. La reconversion de l'appareil productif sera indispensable pour fabriquer des moyens de transport collectifs et des vélos. Le savoir-faire et l'expertise sont là, ils doivent servir à la fabrication de biens utiles et durables.

À l'heure du réchauffement climatique, les transports en commun doivent être centraux et sous l'égide du service public,

avec des investissements massifs dans les villes et sur l'ensemble du territoire afin de permettre un transport digne et efficace des personnes pour une coordination/complémentarité entre les différents modes de transport. Une attention particulière doit être portée au monde rural. La gratuité des déplacements du quotidien, pour toutes et tous, doit être mise en place et s'appuiera pour l'essentiel sur le versement transport des entreprises.

– La place de la voiture individuelle deviendra minoritaire dans les déplacements, marginale en centre-ville. Des usages totalement nouveaux, partagés, auto-organisés resteront à expérimenter.

– Le vélo : tout doit être entrepris pour qu'il redevenue populaire. 50 % des déplacements du quotidien sont de 1 à 7 kilomètres : le vélo est le moyen idéal pour ces déplacements. Les infrastructures nécessaires doivent être mises en place, dans l'intérêt des cyclistes, marcheurEs mais aussi des personnes à mobilité réduite, pensées et décidées démocratiquement : pistes continues, garages sûrs, accessibles et gratuits au pied des immeubles, des gares, lieux de travail, en ville. Le VAE (vélo à assistance électrique) aura son rôle à tenir notamment en milieu rural et péri-urbain. Un terme sera mis à l'exploitation des livreurs à vélo. – La marche doit être valorisée, et la sécurité des marcheurEs assurée. Premier moyen de déplacement, il faut lui rendre toute sa noblesse : tout kilomètre qui peut être parcouru à pied devrait être parcouru à pied.

ENCORE DES MILLIARDS POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

ARRÊTEZ D'ENGRAISSER LES ACTIONNAIRES...

ÇA FAIT RAMER LE MOTELIR...

VREE VREE

CHARMAG

EHPAD Première victoire du personnel du groupe Korian après une mobilisation exceptionnelle

À l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et SUD des EHPAD de Korian, une journée de mobilisation a eu lieu le lundi 25 mai pour exiger des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

De nombreux et nombreuses salariéEs ont participé à la journée de mobilisation, partout dans le territoire. Différentes modalités d'action ont été organisées dans au moins 80 établissements, comme des piquets de grève par endroits, dans d'autres des débrayages et dans certains des distributions de tracts. Pour rappel, le groupe privé lucratif Korian est un des principaux leaders du marché de l'or gris, qui gère 308 maisons de retraite en France avec plus de 70 millions de dividendes versés aux actionnaires.

Des vies sacrifiées sur l'autel des profits

Au cours de l'épidémie du Covid-19, plus de 600 résidentEs de ces établissements sont décédés de cette maladie. De nombreuses familles se sont réunies en collectif afin de pouvoir demander des comptes à ce groupe qui leur a caché la vérité quant à la santé de leurs proches. Rien d'étonnant à cette situation. Les EHPAD Korian sont connus pour faire des économies sur le dos des personnes âgées accueillies, afin d'augmenter leurs profits ; cela a même fait la une de l'actualité. L'insuffisance des moyens donnés ne permet pas aux personnels de s'occuper de façon optimale des résidentEs, malgré les tarifs exorbitants demandés. Avec la crise, cela n'a fait qu'empirer avec des conséquences dramatiques tant pour le personnel que les personnes âgées.

Une première victoire à confirmer

Cette première journée fut une réussite avec une victoire à la clef puisque la direction de Korian a décidé d'octroyer une prime de 1500 euros à l'ensemble du personnel ayant travaillé pendant cette période. Mais il y a plusieurs bémols : le personnel devra être encore présent début juillet pour pouvoir la toucher, ce qui en exclut le personnel en CDD et les intérimaires qui ne seront plus là. Mais pour l'instant, aucune modalité n'est parvenue aux salariéEs concernant le paiement de cette prime. Et est-ce que cette prime s'ajoutera à celle prévue par l'État ? Nous n'en savons rien... La vigilance doit être mise. La lutte doit se poursuivre et s'amplifier, pour obtenir des augmentations de salaire et des moyens pour pouvoir accueillir dignement nos aînés. C'est pour cela que l'intersyndicale appelle les salariéEs de Korian à rejoindre la mobilisation du 16 juin pour la défense des hôpitaux publics, avec un nouveau rassemblement le mardi 16 juin à 10h devant le siège à Paris (22-23 rue Balzac).

Correspondante

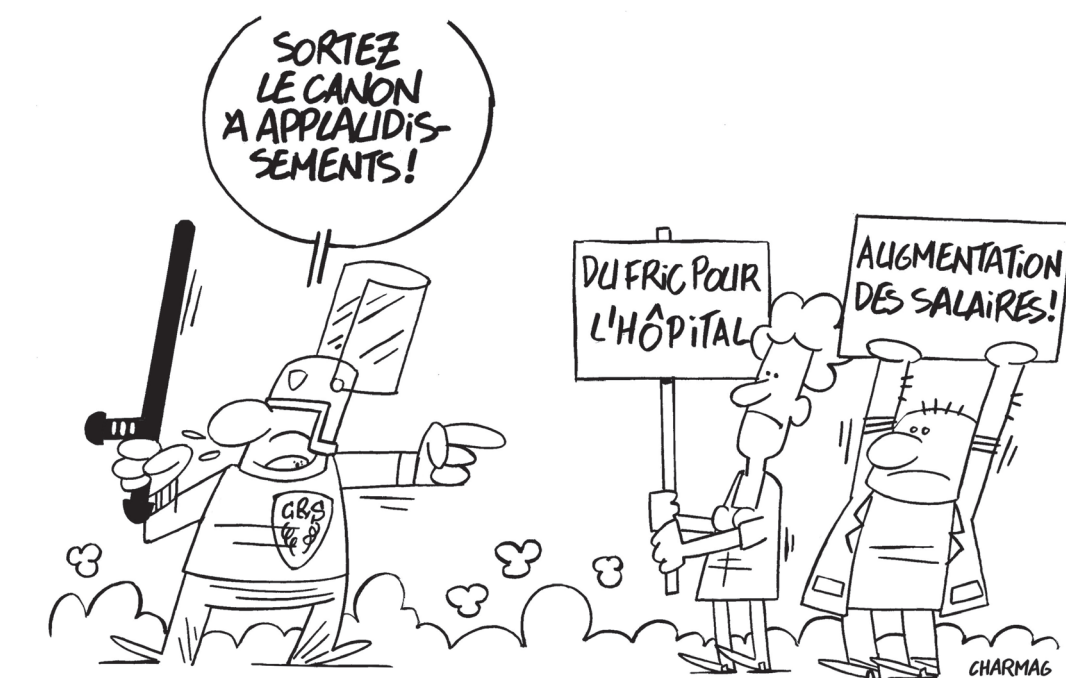
Une nouvelle vague de mobilisations

Premières actions au Vinatier à Lyon, fin avril, à Paris et Toulouse, début mai : une nouvelle vague se lève. Depuis, pas un jour, pas une semaine sans l'annonce d'une mobilisation des hospitalierEs, dans le social et le médico-social, ou aussi de celles et ceux qui prennent soin de nos aînés. Et la psychiatrie n'est pas en reste.

Les annonces de Macron à propos d'une médaille, d'un défilé le 14 Juillet, et l'ouverture du Ségur de la santé, une imposture, tout juste conçue pour dévoyer la colère qui monte, traduisent tout le mépris de ce président et de son gouvernement pour l'engagement sans faille mais sans protections des agentEs des services publics, à commencer par celui de la santé.

Rassemblements et manifs aux quatre coins du pays

À Tours, le 27 mai, devant l'Agence régionale de santé (ARS), en interpro, 200 manifestantEs sont rejoints par tous les syndicats et collectifs qui donnent plusieurs rendez-vous pour élargir la mobilisation d'ici au 16 juin, date nationale. À Caen, le 23, une centaine de Gilets jaunes se rassemblent devant l'hôpital, sans l'appui des syndicats qui peinent à organiser la résistance et la mobilisation locale du 16 juin. Du côté des hôpitaux d'Île-de-France, les « JedisColère » se multiplient et mobilisent les hospitalierEs par centaines. Initiés à Robert-Debré dont la première sortie date du 1^{er} Mai, ils comptent aujourd'hui Tenon et la Pitié-Salpêtrière. En Seine-Saint-Denis, mobilisations à Delafontaine, Avicenne, René-Muret... Mondor et Charles-Foix dans le Val-de-Marne, Beaujon dans les Hauts-de-Seine... À Quimper, la casserolade Sud-CGT du 28 mai a réuni salariéEs de l'hôpital et usagerEs, les encourageant à prendre rendez-vous, avec le comité de défense des hôpitaux de proximité et la délégation des Gilets jaunes pour préparer le 16 juin. Le même jour à Besançon, aux portes de l'hôpital, répondant à l'appel de Sud, 300 manifestantEs, soignantEs et usagerEs mêlés. À Bordeaux, le 26 et les jours suivants, à l'appel des syndicats, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant les



hôpitaux de la ville et à Libourne. L'intervention d'étudiantEs venus apporter le soutien de la jeunesse n'est pas passée inaperçue. Mardi 26 à l'hôpital d'Alençon, plus de 50 manifestantEs pour les Mar(re)dis de la colère.

Extension... et répression

Du côté du « Travail social en lutte », le confinement n'a pas été un obstacle à poursuivre le renforcement de ce cadre d'auto-organisation qui regroupe équipes syndicales combattives et collectifs, du social et du médico-social. Vingt départements étaient représentés lors des sept réunions dématérialisées et deux meetings incluant des interventions interpro qui ont ponctué cet épisode de crise sanitaire. Le dernier acte est un appel national au 16 juin. Du côté des EHPAD du groupe Korian, la mobilisation du 25 mai a mis en mouvement au moins 80 établissements sur tout le territoire et, première victoire, a arraché une prime de 1500 euros à un groupe privé qui a dissimulé

aux familles la vérité sur la santé de leurs proches dont 600 sont morts. Cela n'empêche pas le leader sur le marché de l'or gris de verser plus de 70 millions de dividendes à ses actionnaires. Les salariéEs qui ne lâchent rien se sont donné rendez-vous à Paris, le 16 juin. Mais vite oubliéEs les héros portés aux nues hier, le vieux monde est de retour. Des procédures disciplinaires, au Rouvray, hôpital psychiatrique près de Rouen, visent des agentEs opposés à des décisions de leur administration qui ont mis en danger personnel et patientEs. Tandis qu'à Robert-Debré, les forces de l'ordre sont

venues au contact des hospitalierEs, leur barrant le passage vers l'entrée de l'hôpital, un comble ! Il est impossible de recenser ici toutes les initiatives qui essaient partout en France et renforcent la vague, qui s'amplifie dans la perspective du 16 juin. Et pourtant, tant sur la forme que le fond, cette date ne fait pas encore l'objet d'une préparation résolue. Le Collectif Inter-hôpitaux comme l'intersyndicale nationale restent l'arme au pied et tardent à prendre l'initiative. Montée nationale, manifestations régionales, locales ? La coordination des hôpitaux en lutte est plus que jamais d'actualité !

CorrespondantEs



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ÉDUCATION NATIONALE

Retour à l'anormal ?

Dans l'Éducation nationale, les deux nouvelles de la semaine, concernant l'ensemble du territoire, sont « la réouverture de toutes les écoles » décrétée par Blanquer et l'annonce que le bac français des élèves de première serait validé en contrôle continu. De manière plus spécifique, c'est également l'ouverture des lycées professionnels aux élèves pour les cours d'atelier, en particulier la préparation des certifications.

Ces annonces développées par Blanquer ne sont que des effets de manche visant à alimenter l'idée que l'on revient à la

« normale ». Il s'agit d'exercer une pression sur les personnels et sur les familles qui pensent que ce n'est justement pas possible de faire comme si l'épidémie

l'Anticapitaliste
N°115 | MAI 2020 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

MORBIDE ÉCONOMIE - ÉTAT CRIMINEL

LA CRISE DU CORONAVIRUS (2)

ÉVALUATION DE CONSEIL
ÉTATS-UNIS : UN ROI MALERIQUE GOUVERNE UNE TERRE AFFLIÉE

PSYCHIATRIE : SORTIR DE LA «CATASTROPHE GESTIONNAIRE» ET SÉCURITAIRE

CAMPAGNE DE SOUTIEN À LA MAISON-MUSÉE LEON TROTSKY À MEXICO

l'Anticapitaliste la revue

Le n°115 est disponible

Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de 4,50 euros
à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

BONDY Gabriel, 14 ans, tabassé par la police

À Bondy, dans la nuit du 25 au 26 mai, Gabriel Djordjevic est interpellé par des policiers après avoir tenté, semble-t-il, de voler un scooter avec un autre jeune. En voyant arriver la police, ils fuient chacun de leur côté. Gabriel sera coursé, arrêté et tabassé.

Gabriel, rattrapé par les policiers, est plaqué au sol, maintenu par un genou sur la tête et un autre sur les épaules, menotté et bourré de coups de bottes. Le jeune ado dira qu'il a cru mourir¹. Il aurait pu en effet être tué. Dans la nuit, sa mère est avertie que son fils est en garde à vue mais qu'il va bien. Cela ne la rassure pas, elle téléphone au commissariat le lendemain matin à deux reprises, on lui répond que son fils va l'appeler. En fait, c'est le service des urgences pédiatriques de l'hôpital de Bondy qui la rappelle pour lui annoncer que Gabriel souffre d'un sérieux traumatisme facial et crânien, il a des dents cassées, de nombreux hématomes et une fracture maxillaire gauche avec atteinte de l'orbite. Il est sous le choc. Son état nécessite 30 jours d'ITT (incapacité totale de travail) et un transfert dans le service de chirurgie maxillo-faciale de l'hôpital des enfants Necker où il devra subir une intervention. Son avocat, maître Thomas Marieri déclare : « La police arrête des gens... mais il y a disproportion entre arrêter et éclater la tête d'un jeune de 14 ans. On a fréquemment des personnes



Photo prise par la famille à l'hôpital.

qui ressortent de garde à vue avec la tête au carré ». Ici, en France, on massacre même des enfants !

La répression sans limite avec l'état d'urgence sanitaire

Le tabassage de Gabriel n'est pas un acte isolé, il est systémique. Moins la parole et les actes politiques de Macron et de son gouvernement est crédible et efficace pour nous tous, plus le nombre et l'intensité des actes de violence policière augmentent. Cette violence s'exerce

comme toujours sur ceux et celles d'entre nous que ce régime pour les riches fragilise le plus. Ainsi les habitantEs des quartiers populaires payent au prix fort l'épidémie de coronavirus. C'est dans les villes et les banlieues paupérisées que la maladie a le plus frappé, dans les quartiers populaires qu'habitent souvent les premiers de corvée au boulot chaque jour souvent sans protections efficaces, c'est encore dans les quartiers populaires que les travailleurEs

précaires se retrouvent aujourd'hui au chômage. Quant aux personnes sans papiers, elles sont souvent restées « confinées dehors » ou rassemblées dans des lieux au confinement impossible. C'est sur tous ceux-là que s'abat une répression ciblée, raciste, permanente, de policiers investis des pleins pouvoirs. De nombreuses vidéos tournées par des citoyenEs confinés sur leurs balcons montrent dans les rues vides la violence des coups, jusqu'à la mort parfois, de personnes racisées qui n'avaient souvent qu'oublié leur attestation de sortie... Ce sont des humiliations et une culpabilisation sans fin : « Les jeunes des quartiers ne se confinent pas » ; « Les parents devraient garder leurs enfants à la maison »... Les victimes sont coupables. La fabrication des boucs-émissaires n'est pas confinée ! Nous n'oublierons pas Gabriel. À sa famille, à ses amiEs, nous apportons toute notre solidarité et notre aide. Avec elles et eux nous exigeons que justice soit faite. Et plus que jamais nous sommes mobilisés avec rage, avec ténacité, pour que ce monde change radicalement !

Roseline Vachetta

1 – Latifa Oulkhoudir, « Gabriel, 14 ans, a cru qu'il allait "mourir en garde à vue" », le Bondy blog, 29 mai 2020, en ligne sur <https://www.bondyblog.fr/societe/police-justice/gabriel-14-ans-a-cru-qu'il-allait-mourir-en-garde-a-vue/>

Suite à un affrontement entre antifascistes et militants d'extrême droite en avril 2019 à Paris, Antonin a été arrêté puis incarcéré pendant six mois. Il est désormais assigné à résidence depuis novembre dernier. Pourtant, de l'aveu même de la juge d'instruction Sabine Khéris, qui n'a mené aucune enquête en un an, le dossier qui vaut ces ennuis à Antonin est complètement vide en ce qui le concerne, à l'exception du témoignage d'un militant fasciste.

Acharnement judiciaire et politique

C'est en effet sur la seule base du témoignage d'Antoine Oziol de Pignol, militant de Génération identitaire et hooligan, et en raison de son profil militant qu'Antonin subit ce qui est un véritable acharnement judiciaire et politique. En prison, les permis de visites ont été accordés uniquement à sa famille après deux mois d'attente, son courrier a fait

ANTIFASCISME Antonin Bernanos : la répression continue

L'audience d'appel pour la levée du contrôle judiciaire d'Antonin Bernanos, qui s'est tenue le 22 mai au Palais de Justice de Paris, à Cité, à laquelle il a été interdit d'assister, s'est soldée une fois de plus par un refus. Antonin demeure donc assigné à résidence en Loire-Atlantique.

l'objet d'une rétention systématique, il a été placé en isolement à Fresnes, transféré à la Santé alors que des dispositions venaient d'être prises pour qu'il puisse mener à bien ses études, puis menacé d'être déplacé hors d'Île-de-France pour le couper de ses proches. Le vide du dossier a néanmoins conduit le juge des libertés Charles Prats, en dépit de son hostilité publique envers les antifas et de sa proximité avec l'extrême droite, à ordonner en novembre dernier la remise en liberté d'Antonin.



DR

Libération provisoire sous caution, accompagnée d'une assignation à résidence en Loire-Atlantique alors qu'il étudie à Paris. Antonin a été

interdit de manifester, alors que les faits qu'on lui reproche n'ont rien à voir avec une manifestation, et soumis à une injonction de soins psychiatriques, bien qu'il soit présumé innocent. Depuis, aucun élément n'a été ajouté au dossier, aucune enquête n'a été menée par la juge et Antonin reste donc sous le coup d'un contrôle judiciaire extrêmement strict sur la seule foi du témoignage d'un militant fasciste.

Collectif Libérons-les

<https://www.facebook.com/LiberonsLes/>

SANTÉ À Dijon, un comité d'accueil pour Olivier Véran

À Dijon, le 29 mai, le ministre Véran est venu lancer le Plan santé par la petite porte.

Le personnel du CHU Dijon Bourgogne a découvert la venue du ministre la veille. Il était question d'échanges avec des professionnelEs de santé et d'une présentation du projet de Plan santé. En fait de rencontre, le ministre a contourné le rassemblement tenu durant plusieurs heures à l'entrée du CHU, mobilisé en moins de 24 heures. Comme concertation il aura vu le préfet, le directeur de l'ARS, la directrice du CHU et la rectrice, des institutionnels plus quelques médecins choisis et aura parlé à la presse sans témoins. Et le blocage policier aura servi à contraindre les ambulances, devant l'entrée des urgences, à faire demi-tour en plein carrefour.

Une réaction rapide

Nous étions 80 personnes, ce qui n'est pas mal pour Dijon, dont une délégation de salariéEs ayant fait un débrayage pendant le temps du rassemblement. Au plan syndical, la CGT était bien présente (la CFDT est majoritaire sur le site), FO et Sud Santé-Sociaux également. En soutien, LO entourait la candidate aux municipales (qui travaille au CHU) et a rappelé à la presse que le salaire des infirmières est au 26^e rang mondial. Le NPA était aussi présent, ainsi que des libertaires, le PCF, le POID. Des drapeaux et pancartes « J'aime mon hôpital public » ou « Prime Covid : salaire de la peur »... La presse locale a retenu des propos de la représentante CGT qu'elle demande un financement correct de l'hôpital avec un ONDAM à au moins 5%, une revalorisation significative des grilles de tous les salaires des personnels hospitaliers, la création de grilles spécifiques correspondant à chaque métier, ainsi que l'arrêt des fermetures de services, des fermetures de lits, une gouvernance hospitalière incluant médecins, non-soignantEs, usagerEs qui ne soit plus à la merci du ministère.

La préparation du 16 juin

C'est durant les discussions avec les militantes et les militants syndicaux, dont pas mal côtoyés durant les quelques AG lors des manif retraites, que nous avons pu aborder la préparation du 16 juin. Les mardis de la colère ne convainquent pas, y compris dans la CGT, et sont vécus comme des initiatives « émietées ». Les équipes syndicales se heurtent au poids du « plan blanc » qui est maintenu au CHU de Dijon et aboutit à une quasi réquisition du personnel jusqu'en juillet au moins. Elles pensent qu'il vaut mieux, en interne, prendre le temps de mobiliser pour préparer le 16 et faire de cette date une opportunité de convergence avec d'autres secteurs, avec touTEs celles et ceux à qui la pandémie a rappelé clairement la nécessité d'un service public, accessible à tous les malades, adapté aux besoins et non aux profits.

CorrespondantEs



DR

était une parenthèse que l'on pourrait refermer quand le gouvernement le décide. Effets de manche, à l'exception du bac français en contrôle continu qui se fera car il conforte avec beaucoup d'opportunisme les partisanEs de la suppression de l'examen ponctuel qui veulent profiter de l'impossibilité de tenir un examen (profs et élèves en sont soulagés). La seule position juste aurait été d'acter la validation du bac de français.

Les fanfaronnades de Blanquer

Mais dans la « vraie vie » qu'ignorent et méprisent ceux qui prétendent nous gouverner, cela ne peut pas se passer ainsi. « Toutes les familles qui le souhaitent doivent pouvoir scolariser leurs enfants au moins sur une partie de la semaine », fanfaronnait Blanquer. Mais



CHARMAQ

comment cela peut-il se produire alors que le protocole sanitaire, et surtout les moyens humains ne le permettent pas ? D'après les organisations syndicales, ce

sont environ 20% des enseignantEs qui restent en arrêt parce qu'ils et elles font partie des personnes vulnérables, ou vivant avec des personnes vulnérables. Et les chiffres sont encore bien plus importants parmi les personnels territoriaux (agentEs d'entretien, ATSEM dans les maternelles...) souvent affectés par des maladies chroniques liées à leurs conditions de travail, même si ce n'est jamais reconnu comme tel. Et pourtant, ces personnels, souvent invisibilisés, sont tout aussi indispensables que les enseignantEs pour le fonctionnement de l'école. Les établissements ne pourront donc de toute façon pas tous rouvrir, et surtout le nombre d'élèves pouvant être accueillis restera limité. Donc cela ne permettra pas de libérer les parents de leur garde pour retourner au boulot aux conditions fixées par leurs employeurs.

Un des enjeux est à ce titre que les écoles délivrent les attestations permettant aux parents de ne pas être pénalisés financièrement.

Des revendications spécifiques pour l'Éducation nationale

Mais surtout, tout le discours autour du retour à la « vie d'avant » occulte totalement la question de la vraie rentrée : celle de septembre. Car si l'hypothèse d'une deuxième vague dans les semaines qui viennent semble s'éloigner, l'expansion de l'épidémie dans l'hémisphère sud peut augurer d'un retour en force du virus à l'automne. Si on ne veut pas alterner « confinement » et confusion généralisée, rebaptisée « retour à la normale », il y a urgence à développer des revendications spécifiques pour l'Éducation nationale : la

titularisation de touTEs les précaires, sans condition de nationalité, et de touTEs les stagiaires ; l'augmentation du nombre de postes ouverts aux concours pour permettre une augmentation massive du nombre d'enseignantEs et des cours à effectifs réduits ; des embauches de personnels territoriaux, des infirmières et médecins scolaires qui manquent dramatiquement. Il s'agit en outre de repenser les programmes, non pour développer l'enseignement à distance dont on a mesuré l'échec et le caractère profondément inégalitaire, mais pour repenser la pédagogie et les contenus en commençant par mettre à la poubelle les réformes de Blanquer des lycées généraux, technologiques et professionnels, ainsi que de l'école élémentaire.

Cathy Billard

Handicap

« On s'est révolté contre l'idée de devoir rester enfermé chez soi, mais pour beaucoup de personnes handicapées c'est juste une réalité quotidienne »

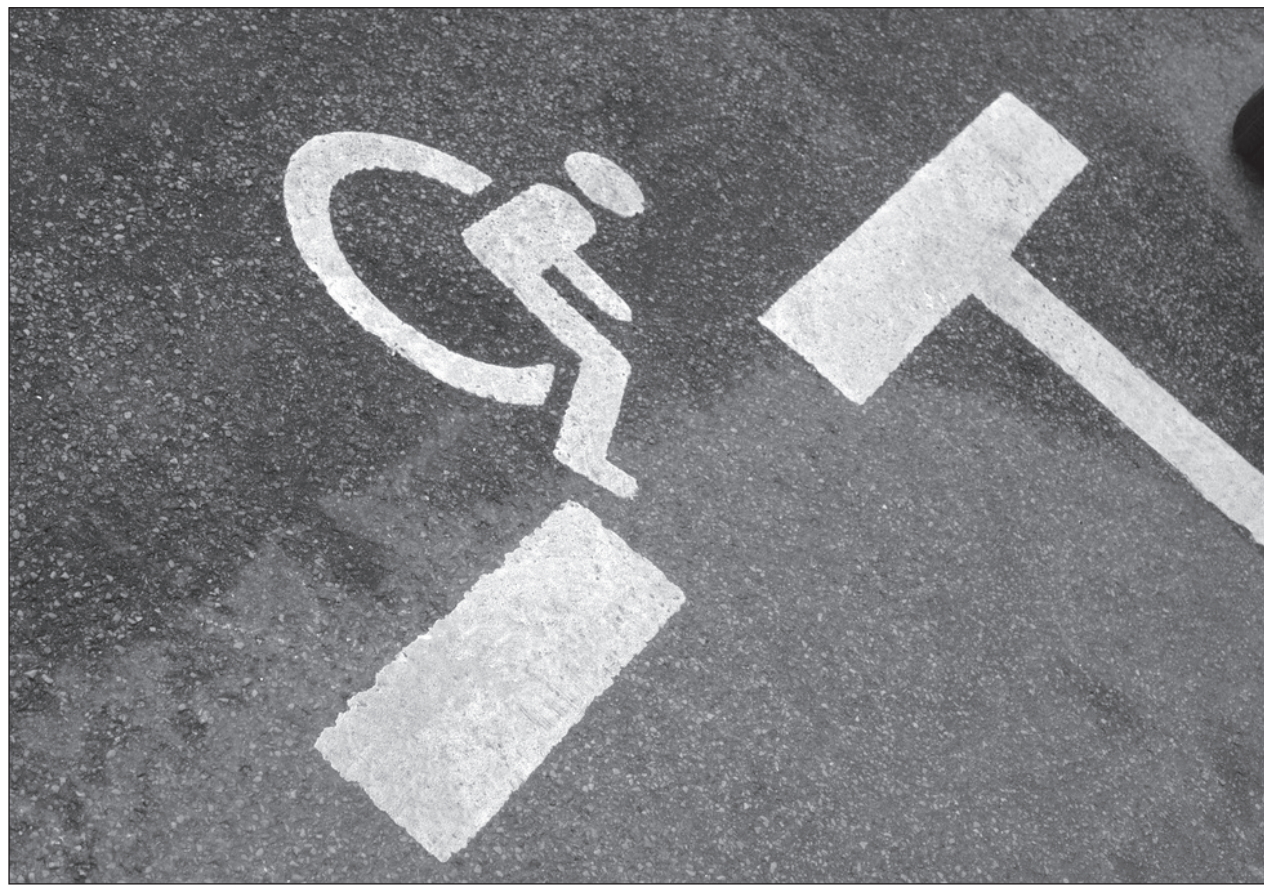
Entretien avec Charlotte Puiseux, docteure en psychologie clinique et militante handi-féministe.

Bonjour Charlotte, tu es chercheuse sur la question du handicap, du féminisme, du queer, qu'on résume sous le terme de crip¹. Tu es également psychologue et militante handie. Nous allons aborder avec toi la question du validisme et du Covid. Première question : peux-tu rapidement nous décrire la situation, durant le confinement, des personnes handicapées en institution ?

Dans les institutions, les personnes handicapées ont été très isolées – pour ne pas dire coupées du monde – puisque l'État s'est complètement désengagé de la gestion des institutions, en laissant les directeurs et directrices des établissements gérer comme bon leur semblait la crise du Covid. Il y a forcément eu des malades du Covid dans ces institutions mais il était indiqué de ne pas les envoyer à l'hôpital. Il y a eu énormément de morts dans les institutions spécialisées, du fait du manque de soins adaptés et du personnel qui pouvait être appelé à être réquisitionné dans les hôpitaux. Cela a entraîné un manque de personnel dans les institutions spécialisées et par conséquent des personnes se sont retrouvées coupées de leur famille (puisque dans ces institutions spécialisées, souvent les résidents et résidentes reviennent le week-end dans leur famille). Du coup, il y a une coupure brutale, un mal-être psychologique accentué. Les institutions sont vraiment devenues comme des ghettos-prisons où les personnes étaient coupées du monde, sans aucun contrôle extérieur sur leur gestion. Il y a eu des cas de maltraitance... beaucoup de violence au sein de ces institutions.

Peux-tu nous parler un peu des initiatives qui ont existé au niveau des protocoles médicaux vis-à-vis des personnes handicapées ?

Il y a eu une politique globale, pas que dans les institutions mais vis-à-vis des personnes handicapées. Il y a eu la question du triage à l'hôpital, avec ce qu'on a appelé un « score de fragilité » qui a été mis en place (je parle dans les hôpitaux en général) où les médecins ont été amenés à refuser les personnes suivant leur degré de dépendance, en gros, avec ce « score de fragilité » en référence. Et forcément, la pression sanitaire augmentant, plus ton score disait ta dépendance, plus il était sûr que tu allais être refusé à l'hôpital. Comme les institutions comprennent évidemment des personnes souvent dépendantes – que ça soit d'un point de vue physique ou psychique, pour différentes raisons – c'était des candidats et des candidates idéales



DR

au refus d'accès à l'hôpital. Pour les personnes handicapées en général il y a aussi eu des cas de refus d'accès à l'hôpital à cause de leur handicap – pas qu'en France d'ailleurs, ça a été une politique menée dans d'autres pays et notamment aux États-Unis. On a aussi eu des histoires de retrait de traitement à domicile, c'est-à-dire que par exemple certainEs patientEs avaient certaines maladies qui nécessitaient d'avoir des bouteilles d'oxygène à domicile. Eh bien ils et elles ont reçu des lettres leur indiquant que leurs prestataires – qui leur prêtaient ces bouteilles – les leur retireraient pour les envoyer à l'hôpital parce qu'il y en avait besoin du fait de la crise du coronavirus.

Du coup, il y a un ensemble de collectifs de militantes et militants handis (CLE Autistes, CLHÉÉ, Handi-social, les Dévalideuses notamment...) qui se sont regroupés et qui ont écrit plusieurs textes sur ces questions. Vous pouvez retrouver ces textes sur leurs sites respectifs, ainsi que des dossiers vraiment complets et des références sur les documents utilisés, les enquêtes qui ont été faites, les fameux documents de « scores de fragilité » qui ont circulé dans les hôpitaux...

Quel rapport entre Covid et validisme ?

Le validisme existait avant la crise du Covid ! La société est et était validiste déjà avant. Mais c'est vrai qu'on avait des fois l'impression de ne pas être crus quand nous, militantes et militants, on disait cela. Il est vrai que là, avec cette crise, les preuves ont un peu éclaté au grand jour, on va dire. On a déjà vu que

les personnes handicapées qui avaient des problèmes de santé, par exemple, appliquaient déjà les gestes barrières bien avant et se retrouvaient souvent critiquées, moquées quand elles ne voulaient pas faire la bise l'hiver par exemple ou portaient des masques. On leur disait qu'elles n'étaient pas sociables, etc. Donc on sentait déjà un certain validisme ambiant, mais avec la crise et ces gestes préconisés aujourd'hui, on se rend compte que ça peut être utile ! Ce n'était pas parce que les personnes malades ne sont pas sociables.

Il y a aussi toute la question du télétravail et de l'organisation de la société, qui s'est construite vraiment sur une vision validiste. Par exemple, on ne permettait pas aux personnes handicapées de télétravailler parce qu'on estimait que c'était trop compliqué, trop dangereux de faire sortir certaines données des entreprises, pas rentable, que sais-je... En tout cas, comme ça touchait les personnes handicapées, ce n'était pas intéressant. Et là, forcément, comme l'économie a été complètement ralentie par la crise du coronavirus, le télétravail est maintenant vu comme une solution pour les travailleurEs valides pour leur permettre de continuer à faire marcher les entreprises. Donc c'est subitement devenu une solution miracle, alors qu'elle était refusée jusque-là aux personnes handicapées. Et c'est vrai que le confinement en général et le fait de devoir vivre beaucoup chez soi – par exemple télétravailler ou faire des réunions militantes depuis chez soi – c'est une réalité qui était là déjà avant

la crise du coronavirus pour beaucoup de personnes handicapées : ne pas pouvoir sortir de chez elles, ne pas pouvoir fréquenter les lieux publics, ne pas pouvoir rencontrer des gens dans les cafés, les restos, etc. Donc, quand c'est tombé sur l'ensemble de la société et que par conséquent tout le monde s'est un peu révolté contre cette idée de devoir rester enfermé chez soi, il faut se dire que pour beaucoup de personnes handicapées c'est juste une réalité quotidienne. Et qu'il y a vraiment deux poids, deux mesures entre ce qui pourrait être « acceptable » pour des personnes handicapées et ce qui pourrait l'être pour des personnes valides. Je pense que c'est vraiment là l'occasion de repenser l'accès à l'espace social, de repenser d'autres moyens pour être avec les gens, de donner plus de possibilités pour l'accessibilité à des lieux publics.

D'une certaine façon, le Covid a révélé le fait que cet espace public était, à la base, hostile aux personnes dites « non valides », cette catégorie « non valide » s'étant élargie avec le Covid. Du coup, quels sont les moyens de lutter contre cette situation d'une part, et d'autre part faire en sorte qu'il y ait une appropriation d'un espace public pensé pour tout le monde ?

Il est quand même important de ne pas « jeter à la poubelle » l'expérience qu'on a vécue pendant deux mois, nous menant à repenser comment on pouvait être avec les autres, repenser l'espace public, ailleurs que dans la rue justement... Je pense qu'il est important de garder cette expérience en tête et

de pouvoir la continuer et l'améliorer, parce que c'est quand même une formidable opportunité pour des personnes qui ont physiquement ou psychologiquement des difficultés à pouvoir sortir. Mais après, il ne faut quand même pas oublier que beaucoup de personnes handicapées veulent sortir et pouvoir accéder aux lieux publics. C'est une démarche qui est toujours en cours : la mise en accessibilité au sens large. Ça peut être la mise en place de rampes, d'ascenseurs, etc., mais aussi des interprètes en langue des signes, une communication facilitée pour des personnes qui ont des handicaps psychiques... Quand on parle d'accessibilité, c'est vraiment au sens large du terme. Il ne faut pas se replier et dire : « On va développer tout ce qui est internet, etc. », en laissant de côté le chantier de la mise en accessibilité de la société.

C'est vraiment, je pense, deux points à traiter en parallèle et qui sont tous les deux importants : pouvoir offrir le plus de choix possible aux personnes en situation de handicap. Qu'elles puissent rester chez elles si elles en ont envie et avoir une vie sociale depuis chez elles, mais qu'elles puissent aussi sortir et avoir une vie sociale dans la rue, les cafés, les bars, etc.

Toi qui as aussi travaillé sur l'histoire du militantisme handicap, peux-tu nous parler un peu de la manière dont ce militantisme s'est transformé avec l'aide des nouveaux modes d'accès à beaucoup plus de visibilité ?

La question de l'auto-organisation, quand on a déjà, à la base, une société qui empêche de se réunir et de sortir de chez soi, était déjà présente depuis longtemps dans les mouvements de personnes handicapées. Avant la crise du coronavirus, il avait déjà un développement sur internet – notamment via des blogs, des réseaux sociaux, des pages Facebook et Twitter – de personnes handicapées qui profitaient de ces biais-là pour diffuser leurs idées politiques, etc. Ce qui a changé, je pense, c'est surtout la réception de ces pratiques. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, avec ces deux mois de confinement, ce sont des pratiques qui se sont « démocratisées », si on peut dire. Des personnes qui à la base se considéraient comme « non handicapées » sont peut-être un peu plus réceptives à ce mode de fonctionnement qui existait déjà avant chez des personnes handicapées qui avaient parfois du mal à se faire « entendre ». Et là, oui, c'est un moment un peu charnière pour continuer à se faire entendre en développant ces méthodes de communication, d'être au monde, d'être avec les gens et de revendiquer ses positions politiques pour les personnes handicapées.

Propos recueillis par Selma Oumari

1 – Lire, sur le blog de Charlotte Puiseux, « Introduction à la théorie crip » : <https://charlottepuiseux.weebly.com/introcrip.html>.

Culture



Peux-tu te présenter rapidement ?
Je m'appelle Jojo, je suis musicien dans plusieurs groupes, le plus connu étant certainement Les hurlements de Léo. J'ai aussi un groupe « militant » qui s'appelle El Comunero, un groupe de chants de lutte en espagnol dans la région toulousaine. Je donne également des cours d'accordéon sur Bordeaux et les alentours, et je suis intermittent.

Quelle est la situation des personnes qui dépendent du régime de l'intermittence ?

La situation est compliquée, mais pas que pour les intermittentEs, pour tous les gens qui dépendent de près ou de loin de l'événementiel – qu'il soit culturel ou autre. L'autre jour j'ai parlé d'événements sportifs, on m'a traité de démagogue, mais c'est la vérité. Il y a aussi des salariéEs permanents, des indépendantEs... ça représente plusieurs millions de personnes qui dépendent du fait que les événements publics soient à l'arrêt.

Le président parle des « artistes » qui, il faut le dire, sont une partie mais pas touTEs les intermittentEs. CertainsEs peuvent quand même exercer leur métier en visio. Il y a des collègues musicienEs qui font des concerts privés, sur Zoom par exemple, et qui se font payer pour ça. Ils/elles sont relativement peu. Pour faire un spectacle toutE seule, il faut réunir pas mal de conditions

Roman graphique

Seules à Berlin, de Nicolas Juncker

Casterman, 200 pages, 25 euros.

Les 8 et 9 mai 1945 : les peuples du monde entier fêtent la liberté retrouvée et l'écroulement du régime génocidaire nazi. Les fillettes et femmes allemandes endurent elles un nouveau long calvaire. Aucune des armées d'occupation des quatre zones ne se comportera correctement et des centaines de milliers de viols collectifs ou non auront lieu. L'armée russe se montrera particulièrement odieuse. Les femmes allemandes n'avaient qu'une seule issue : se trouver un officier russe pour les protéger. La prostitution pour éviter les viols ! Tel est le cadre de ce roman graphique inspiré de deux témoignages féminins, l'un allemand et l'autre russe.¹

Berlin, fin avril 1945, n'est plus que ruines

Ingrid (29 ans) est allemande, parle russe et travaille à la Croix-Rouge. Elle sort de plusieurs années d'enfer sous le régime nazi. Avec l'occupation russe, elle doit affronter un nouvel enfer. Evgenya (19 ans) est russe, bilingue, fait partie du NKVD et vient d'arriver à Berlin avec l'armée soviétique pour authentifier les restes d'Hitler.

Ingrid est épuisée, apeurée par les « barbares » qu'elle voit débarquer chez elle et qui violent les femmes de façon systématique, tandis qu'Evgenya, débordante de vie et

« Décider que ça court jusqu'au 31 août pour les intermittentEs, c'est bien mignon mais ça ne règle pas grand-chose »

Entretien avec Jojo Gallardo, musicien.

mais c'est faisable. Pour les technicienEs, absolument rien n'est possible. De même pour les saisonnierEs de l'hôtellerie, de la restauration... par exemple il y a des bleds comme Carhaix ou Marciac qui font une grosse partie de leur chiffre d'affaires annuel pendant la semaine du festival. Et ça a des conséquences sur tous ces corps de métiers, les indépendantEs, les photographes, les loueurs de camions... ça représente vraiment beaucoup de monde.

Au niveau des annonces qui sont faites, c'est très flou. Décider qui ça court jusqu'au 31 août pour les intermittentEs, c'est bien mignon mais ça ne règle pas grand-chose parce que cela ne correspond pas à la réalité de la situation. Cela ne correspond pas non plus aux demandes qui sont faites par les syndicats et les CIP (Coordinations intermittentEs et précaires) et cela entretient un flou artistique.

Le fait de repousser d'une année entière le calcul des droits (même si n'est pas encore expliqué en détail ce que veut dire « année blanche ») ça permet de reposer la question du calcul du nombre d'heures mais... ? Sur l'idée de base, c'est ce qui était réclamé. Après ça se passe dans les modalités. Pourquoi décider arbitrairement d'arrêter la date du 31 août ? Les spectacles ne pourront pas reprendre avant la fin de l'année, voire l'année prochaine.

comme certains le disent, parce que, on va voir ce qu'il va se passer avec le déconfinement, mais il risque fort quand même d'y avoir une deuxième vague. Tout cela est, encore une fois très flou. Les médecins sont aussi un peu paumés ! Donc décider le 31 août, ça ne rime pas à grand-chose en fait. Ce qui est réclamé par les syndicats, les CIP, Samuel Churin, Franck Halimi... c'est une année « blanche » à partir du moment où on pourra recommencer à travailler normalement.

Après, encore une fois, la faiblesse de tout ce discours c'est de se focaliser sur 120 000 personnes et d'oublier les 1,9 million de personnes qu'il y a derrière et qui sont encore plus dans la dèche que nous. Parce que, par exemple, la dernière réforme de l'assurance chômage a été vraiment très difficile pour les saisonniers. Ils et elles sont passés de l'annexe 4 au régime général et, pour la plupart, sont obligés de tafer deux fois plus pour être payés deux fois moins quand ils/elles ne bossent pas.

Que penses-tu qu'il faudrait, en dehors de la question de l'année blanche, pour relancer tout ça ?

La demande est : année blanche pour tous les gens qui dépendent de l'assurance chômage, c'est-à-dire, pas que les intermittentEs mais aussi les saisonnierEs, intérimaires... qui sont dans cette situation de ne pas pouvoir exercer leur métier. Ça va

aussi jusqu'au traiteur qui bosse pour les mariages et qui embauche des extras. Le problème des extras est énorme. Contrairement à ce qui est sous-entendu, ça ne coûte pas si cher que ça. Regardons ce qu'il s'est passé en 2003, avec les grosses grèves d'intermittentEs, les annulations des gros festivals, etc. Il y a eu un fonds provisoire qui a été mis en place par le gouvernement (de droite à l'époque) pour faire passer la pilule d'avoir complètement modifié les règles du régime intermittent, et ce fonds provisoire a été alimenté par l'État pendant deux ans. Ça a coûté à l'époque même pas 200 millions, je crois. Imaginons qu'on généralise cela à tous les gens qui en ont besoin pendant autant de temps qu'il le faudra – c'est-à-dire que, si ça se trouve, ça peut être deux ans à partir d'aujourd'hui – ça coûterait peut-être 1 ou 2 milliards mais qu'est-ce que c'est ? Là, sur le coût de cette crise, ils en sont à 100 milliards au doigt mouillé, et ça va être sûrement beaucoup plus. Donc 1 ou 2 milliards pour sauver 2 millions de personnes, ce n'est rien du tout. Et ce n'est rien du tout comparé à (je vais encore faire de la politique !) l'évasion fiscale, etc.

*Propos recueillis par Manon Boltansky,
transcription Benj*

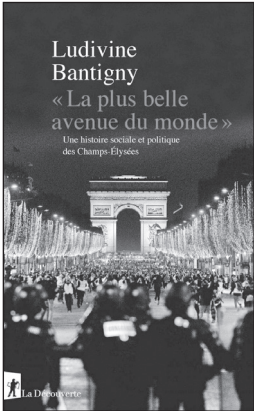
Version intégrale sur <https://npa2009.org/idees/culture/il-faut-une-annee-blanche-pour-tous-ceux-qui-dependent-de-lassurance-chomage>

Essai

**«La plus belle
avenue du monde»,
de Ludivine Bantigny**

La Découverte, 288 pages, 21 euros.

Le 16 mars 2019, les Champs-Élysées s'embrasaient à l'occasion de l'acte 18 des Gilets jaunes. Symbole parmi les symboles, le restaurant de luxe le Fouquet's, établissement pour très riches dans lequel Nicolas Sarkozy avait célébré sa victoire lors de l'élection présidentielle en 2007, était lui aussi la proie des flammes. Le Fouquet's fut alors, en outre, investi par des manifestantEs qui, dans une ambiance bon enfant, voire rigolarde, dérobèrent des couverts, des tabourets et d'autres «souvernirs». Dans les heures et les jours qui suivirent, le ballet des éditorialistes et des responsables politiques s'insurgeant contre cet acte intolérable à leurs yeux, et de toute évidence beaucoup plus grave qu'un éborgnement à coup de LBD, soulignait à quel point le mouvement des Gilets jaunes continuait de jouer un rôle de puissant révélateur des conflits, matériels et symboliques, entre classes.

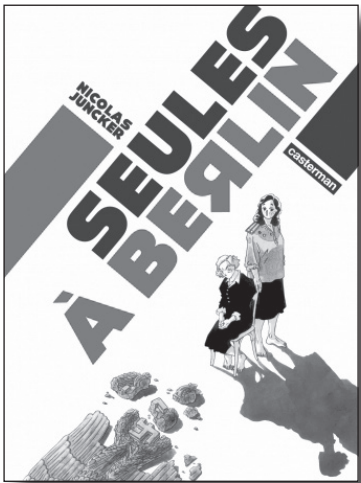


«Ce qui se joue là dépasse de loin les vitres brisées» Les événements du 16 mars sur les Champs-Élysées sont le point de départ du livre de Ludvine Bantigny : *«Selon le chef de l'État, c'est la République qui est prise pour cible. De toute évidence, ce qui se joue là dépasse de loin les vitres brisées, les tables renversées et les fourchettes emportées.»* C'est le moins que l'on puisse dire. L'événement et les réactions qu'il a suscitées en disent en effet très long, et le fait qu'il se soit déroulé sur les Champs-Élysées n'y est pas pour rien. C'est ce que entend expliquer Ludvine Bantigny dans son ouvrage, où l'on découvre à quel point la «plus belle avenue du monde» cristallise, dans son histoire et au quotidien, la lutte des classes. *«Par leur irruption sur les Champs-Élysées, les Gilets jaunes ont mis bas les masques et montré cet univers tel qu'il est : féroce sous ses dehors charmants et brutal sous ses oripeaux. Les Champs-Élysées racontent, en condensé, une histoire des rapports sociaux.»* Une histoire que l'auteure, archives et témoignages à l'appui, nous relate.

Violence des riches

Car cette avenue, théâtre de l'arrivée du Tour de France, du défilé du 14 Juillet ou de celui de l'équipe de France victorieuse de la Coupe du monde de football, n'est pas seulement celle où le loyer moyen annuel du mètre carré se monte à 14 470 euros. Elle a une longue et passionnante histoire, sociale et politique, sur laquelle Ludivine Bantigny revient dans les premiers chapitres du livre, et était déjà, bien avant l'insurrection des Gilets jaunes, un lieu exprimant avec force les inégalités sociales, les mécanismes de domination, les contradictions de classe. Éboueurs et femmes de chambre payées une misère en témoignent : la violence des riches s'exprime, au quotidien, de manière feutrée. Mais de cette violence-là, politiciens et médiocrates aux ordres ne parlent pas, tant elle leur semble faire partie du cours « normal » des choses, et tant elle est invisibilisée par un discours dominant qui nie une évidence que la critique sociale n'a pourtant eu de cesse de démontrer : la richesse des uns ne va pas sans la pauvreté et l'exploitation des autres. On ne le découvre certes pas dans le livre de Ludivine Bantigny, mais son enquête donne un tout autre éclairage, en la situant dans une histoire politique et sociale, à l'irruption des Gilets jaunes sur la « plus belle avenue du monde ».

Julien Salingue



débarrasser, un gris juif, en somme »³ écrit Ingrid. Gris également les cheveux des soldates russes de 20 ans. Gris les visages émaciés de tous les personnages taillés au scalpel. Toutes ces nuances de gris ne seront rompues que par quelques touches de couleur, symboles d'espoir ou de souvenir heureux et par le rouge de la prise du Reichstag. Une BD coup de poing ! La pandémie nous a empêchés de la chroniquer pour le 8 mai, mais le récit résistera au temps et vous n'êtes pas près d'oublier Ingrid et Evgenya.

Sylvain Chardon

1 – *Une femme à Berlin* (anonyme) chez Gallimard, et *Carnets de l'interprète de guerre* d'Elena Rjevskaja chez Christian Bourgois.

2 – Evgenya/Elena échappera au camp de travaux forcés. Elle aura le temps d'écrire et de vivre vieille.

3 – Les cendres des fours crématoires parvenaient jusqu'à Berlin.

**COMMANDEZ TOUS
VOS LIVRES À LA**
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE D'ABONNEMENT À

l'Anticapitaliste

Après huit semaines de confinement, l'Anticapitaliste hebdo a fait son retour en version papier. Huit semaines durant lesquelles nous avons néanmoins continué d'éditer notre hebdomadaire en version électronique, diffusé par mail et sur les réseaux sociaux, tant cette période de confinement nous semblait être, aussi, une période durant laquelle les idées anticapitalistes et révolutionnaires devaient continuer d'être diffusées, entre autres et notamment au moyen de notre hebdomadaire, fût-il en PDF. Les retours que nous avons reçus nous ont convaincus que nous avons fait le bon choix. Et si le confinement est désormais terminé, nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin, et avons décidé de lancer une campagne d'abonnement à notre presse.

Chaque jour, chaque semaine, chaque mois, nous développons sur notre site et dans notre presse des analyses de la situation nationale et internationale que l'on trouve rarement ailleurs, nous rendons compte des résistances, des luttes, des mobilisations, des grands médias passent souvent sous silence ou déforment, et nous cherchons à tracer des perspectives non seulement pour résister au quotidien mais aussi pour en finir avec les horreurs de cette société. Sans prétendre avoir réponse à tout, nous avons néanmoins la faiblesse de penser que de plus en plus de personnes autour de nous pourraient être intéressées, voire convaincues, par ce que nous avons à dire et à proposer. C'est pourquoi nous lançons une campagne nationale d'abonnement, afin de faire connaître l'ensemble de notre presse à davantage de personnes, en particulier à toutes celles et ceux que la situation pousse à s'interroger.

Pourquoi s'abonner?

S'abonner à l'Anticapitaliste est, en premier lieu, la garantie de recevoir, chaque semaine à domicile, notre hebdomadaire, avec son édito, ses rubriques récurrentes, ses dossiers, sa page culture, ses articles d'actualité... L'abonnement couplé avec la revue mensuelle permet en outre de recevoir chaque mois une revue de 36 pages, avec des articles plus analytiques, des dossiers plus approfondis, des textes de débat, etc. Un confort qui demeure appréciable, même à l'heure du tout-numérique : en témoignent les nombreux messages que nous avons reçus de lecteurEs frustréEs de ne pas recevoir, durant les deux mois de confinement, notre presse! L'abonnement est en outre un geste de soutien à notre presse. Nous ne possédons pas les millions des grands groupes. Nos articles sont rédigés par les militantEs et, pour l'international, par des correspondantEs d'organisations politiques anticapitalistes. Si nous arrivons à vivre, à imprimer nos publications et à les envoyer à travers le pays, c'est grâce à l'argent des ventes, des abonnements, et au soutien financier du NPA, de ses militantEs et de ses sympathisantEs. S'abonner, outre un accès régulier aux informations et aux analyses du NPA, c'est donc le moyen de soutenir notre presse, de nous aider à l'améliorer et à pouvoir la diffuser plus largement. Souvent, les anticapitalistes n'aiment pas parler d'argent.

l'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet

ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



Mais cela va mieux en le disant : notre système de presse a un coût important, qui s'est considérablement accru au cours des dernières années avec, notamment, l'explosion des tarifs postaux. C'est pourquoi nous avons décidé récemment, et pour la première fois depuis la création de notre hebdo il y a 11 ans, d'en augmenter le tarif. Un petit effort financier qui peut nous permettre de réduire partiellement le déficit de notre système de presse, mais qui doit s'accompagner d'une augmentation substantielle du nombre d'abonnéEs, seule garantie d'une pérennité de nos publications papier.

Garantir l'avenir

Depuis le lancement de l'Anticapitaliste, nous cherchons constamment à améliorer la qualité de notre presse. Il reste néanmoins beaucoup à faire.

Nous souhaiterions disposer d'un système de presse et de communication encore plus riche, plus réactif, plus en phase avec les mouvements, et plus accessible. Cela passera forcément par un développement de la diffusion, par des ventes militantes mais aussi grâce à un socle important d'abonnéEs, garant, entre autres, d'un avenir financier plus solide. « Anticapitaliste, radical, internationaliste, féministe, écologiste. En un mot : solidaire des nombreux combats qui se mènent contre les discriminations et les oppressions. Son objectif? Être utile à toutes celles et à tous ceux qui veulent se battre contre le mépris et l'arrogance des riches et des puissants, leur fournir des arguments, rendre compte de leurs luttes. Son ambition? Susciter mobilisations contre la dictature du profit et débats pour une autre société [...]. Journal

engagé dans toutes les résistances, journal militant, Tout est à nous! ne pourra compter sur aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers, ni sur aucune recette publicitaire. Il ne pourra compter que sur votre soutien. Un soutien qu'il est facile de manifester en l'achetant régulièrement auprès des militantEs du NPA ou dans les principales Maisons de la presse. Mais, bien sûr, le mieux est encore de s'abonner » écrivions-nous dans l'édito du nouvel hebdo du NPA le 26 mars 2009. À part la diffusion dans les bonnes Maisons de la presse, nous pourrions reprendre les mêmes termes 11 ans et plus de 500 numéros plus tard. Alors, pour que l'aventure continue, nous comptons sur vous : abonnez-vous, faites s'abonner vos collègues, vos amiEs, votre famille... et que vive la presse anticapitaliste!

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €

Jeunes/chômeurs/précaires

☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €

Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert ☐ 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org

L'image de la semaine

